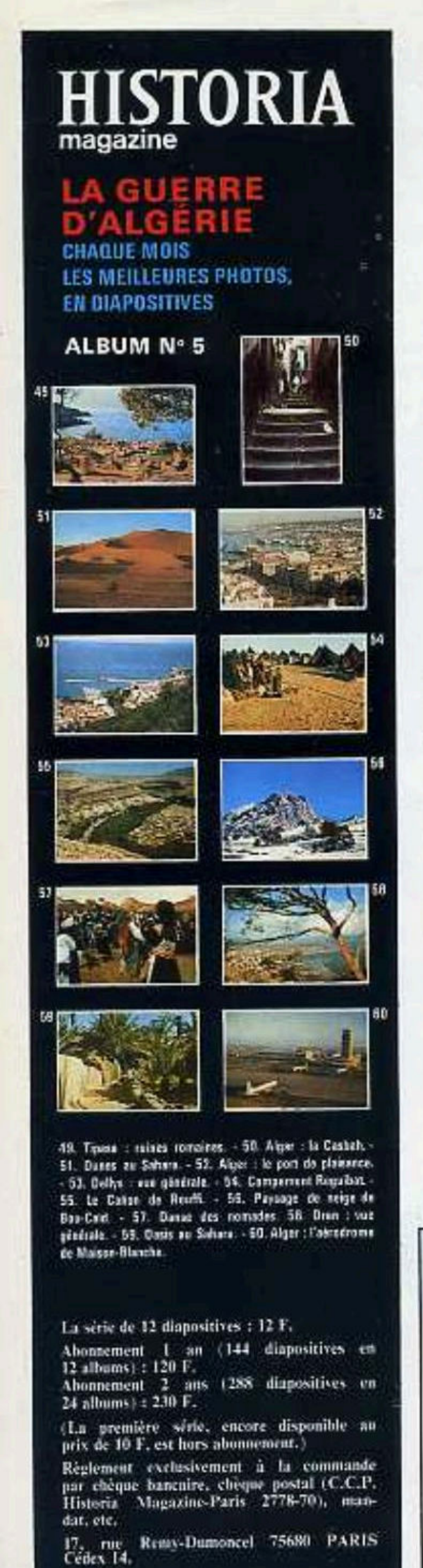
HISTORIA
magazine
68
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 283 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



CAMPS ET CENTRES DE REGROUPEMENT





PROTECTION DE LA POPULATION

Jean FONTUGNE

DEPUIS son accession à la présidence de la République, le général de Gaulle s'est efforcé de convaincre l'opinion nationale et internationale qu'il avait désormais, et seul, tous les moyens nécessaires pour rétablir la paix en Afrique du Nord.

Au cours des premiers mois de l'année 1959, les thèmes des campagnes électorales, qui ont précédé les votes successifs pour l'élection des membres des diverses assemblées de la Ve République, n'ont pas, d'une manière générale, été hostiles à la ligne politique qu'il a définie progressivement au cours de ses conférences de presse et de ses voyages dans les provinces de France. Certes, au mois de juin 1959, on était loin de l'unanimité nationale du premier référendum de 1958. Une opposition constituée par les partisans de l'Algérie française existait maintenant, mais elle n'avait pas encore les moyens de se faire entendre en France et d'obliger le président de la République à réaliser le programme des organisateurs du 13 Mai pour lequel il avait été rappelé à la tête de l'État. Dans quelques mois les barricades ne laisseront plus aucun doute quant aux intentions du général de Gaulle.

Mais loin des jeux subtils des politiciens, que se passait-il en Afrique du Nord?

Les autorités civiles et militaires s'efforçaient de gagner la guerre sur le plan militaire et sur le plan économique.

Le bilan positif de la pacification obligeait cependant le délégué général, Paul Delouvrier, et le commandant en chef, le général Challe, à résoudre le problème de la protection des populations dont le ralliement augmentait sans cesse. Les centres de regroupements, qui n'étaient, au début de la guerre, comme dans toute guerre révolutionnaire, qu'une mesure militaire, devinrent le plan civil des « mille villages ». De sa réalisation pouvait dépendre le retour à la paix en Algérie.

J.F.

Sommaire n° 68 - Historia magazine n° 283

Fin 1950 - début 1959, le G.P.R.A. va lancer une offensive de charme auprès des grandes puissances. Tandis qu'Abdelkader Chanderli sillonne les États-Unis, Mahmoud Chérif, Ben Khedda et Saad Dahlab visitent Moscou, Hanoi et Pékin. A Paris, de Gaulle observe ces manœuvres diplomatiques qui l'inquiètent.



Mao Tsé Toung recevra la délégation du G.P.R.A. en grande pompe.



Ben Khedda : les affaires sociales.



Mahmoud Chérif : à l'armement.



Nikita Khrouchtchev : trop habile pour reconnaître alors le G.P.R.A.



Saad Dahlab : Pékin-Moscou.



Chanderli : un travail en profondeur.

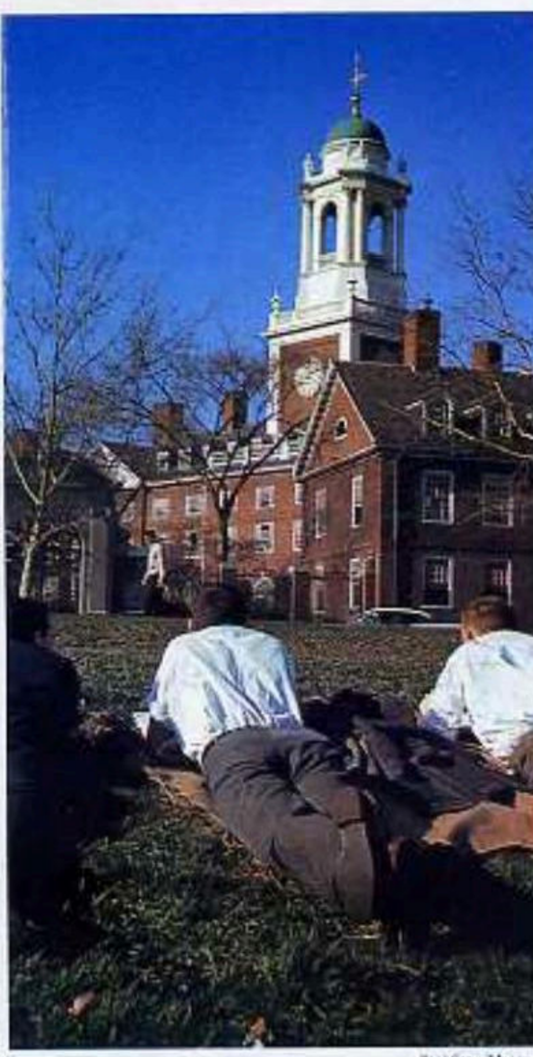
G.P.R.A.: OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

Charles de Gaulle : ▶ inquiétude au cœur.

LORSQU'ILS voient se développer, dès les premières semaines de 1959, l'effort militaire de l'armée française, les dirigeants du F.L.N. réalisent parfaitement qu'ils ont tout intérêt à chercher à compenser par des victoires à l'extérieur de l'Algérie les échecs qu'ils risquent de connaître sur le terrain. Le facteur diplomatique commence, dès lors, à primer le facteur mili- ▶

Abdelkader Chanderli : un homme plein de rondeur, au sourire débonnaire, au regard futé derrière des lunettes distinguées





A l'université de Berkeley *(extrême gauche)*, sur laquelle flotte le drapeau de l'O.N.U., comme à Harvard *(à gauche)*, Chanderli, en tant que représentant de la révolution algérienne, fera des exposés aux étudiants, utilisant l'exemple de la lutte pour la libération de l'Algérie pour commenter l'histoire de l'Afrique. *A droite :* Chanderli *(à gauche)* et M'hamed Yazid pénètrent dans l'immeuble de l'O.N.U. à New York. A l'O.N.U., les Algériens ont trouvé la plate-forme de propagande idéale. A la fin de 1958, la motion des pays afro-asiatiques de « reconnaissance du droit du peuple algérien à l'indépendance » avait manqué la majorité des deux tiers à une voix seulement. A New York, les bureaux du F.L.N. sont installés dans un petit appartement au 150, East 56th Street.

taire. L'accent est mis sur des opérations précises tendant à internationaliser davantage le conflit, à trouver, dans différentes capitales, des soutiens de plus en plus sérieux. Le G.P.R.A. vise à se placer ainsi en position de force vis-à-vis du gouvernement français au niveau de la « grande politique planétaire », la seule qui intéresse vraiment le général de Gaulle. Tous les objectifs énumérés ci-dessus apparaissent en effet tactiques, l'objectif stratégique demeurant toujours une négociation fructueuse et, si possible, décisive avec l'Élysée.

400 couverts au Savoy-Plaza

En 1959, le principal théâtre de ces opérations diplomatiques du F.L.N. est incontestablement l'O.N.U. Le G.P.R.A. ne vient-il pas d'y marquer des points au cours de la dernière session de l'Assemblée générale (13-21 décembre 1958)?

Les trois ministres — celui des Affaires étrangères, le Dr Lamine Debaghine, celui des Finances, Ahmed Francis, et celui de l'Information, M'hamed Yazid — que Ferhat Abbas a dépêchés à New York à cette occasion ont été traités comme des *very important persons* par les représentants des pays afro-asiatiques (ceux que les diplomates français appellent, en privé, « les affreux »), et notamment par les délégués de la Tunisie et du Maroc, qui ont offert en leur honneur, à l'hôtel Savoy-Plaza, un spectaculaire dîner de 400 couverts. Un succès politique s'est ensuite ajouté à ce succès de prestige. Une motion reconnaissant « le droit à l'indépendance du peuple algérien » et recommandant instamment « l'ouverture de négociations de paix franco-algériennes » a, en effet, été adoptée, à la majorité simple, par la commission politique des Nations unies, et il n'y a manqué qu'une voix (35 voix contre 18 et 12 abstentions) pour être votée par l'Assemblée générale. Enfin et surtout le représentant des U.S.A., Henry Cabot Lodge, a, pour le plus grand dépit de De Gaulle, abandonné le camp des « profrançais » pour rejoindre celui des « abstentionnistes », et il a été suivi par les représentants de quatre pays de l'O.T.A.N. (Turquie, Danemark, Norvège, Islande). Il y a là un changement qui traduit, note *El-Moudjahid* dans son numéro du 24 décembre, « une modification du rapport des forces sur le plan international ». Le bureau du F.L.N. aux États-Unis reçoit, dès lors, du G.P.R.A. ordre de ne ménager aucun effort pour que cette « évolution positive des U.S.A. » s'accentue au cours de l'année 1959.

Chanderli fait les couloirs

Créé, au début de 1955, par Hocine Aït Ahmed et M'hamed Yazid, le « bureau d'information du F.L.N. » est dirigé, à cette date, par un intellectuel très francisé, Abdelkader Chanderli, qui possède une bonne expérience du journalisme (il a été, en 1944, rédacteur au journal du corps expéditionnaire français en Italie, *Patrie*) et des orga-

nismes internationaux (il travaillait à l'U.N.E.S.C.O., à Paris, au moment où il a pris, au début de la guerre d'Algérie, la décision de rejoindre les rangs du F.L.N.). Plein de rondeur, sympathique avec son sourire débonnaire et son regard futé derrière des lunettes distinguées, il a, tout comme son chef direct, M'hamed Yazid, le génie des « public relations ». Il réussit à faire du petit appartement où s'est installé le « bureau du F.L.N. à New York » le siège d'un efficace « lobby » algérien.

Ses possibilités, pourtant, sont modestes. Chanderli n'a pour collaborateurs ▶



Au bar du Tunisia Palace, à Tunis, les correspondants des journaux occidentaux ont l'habitude de se retrouver chaque soir pour boire un verre et échanger leurs informations. On reconnaît sur cette photo Jean Daniel, de *l'Express* (en train de boire), et Tom Brady *(extrême droite)*, rédacteur au *New York Times*. Entre les deux, portant moustache, le correspondant de l'agence yougoslave Tanyoug.

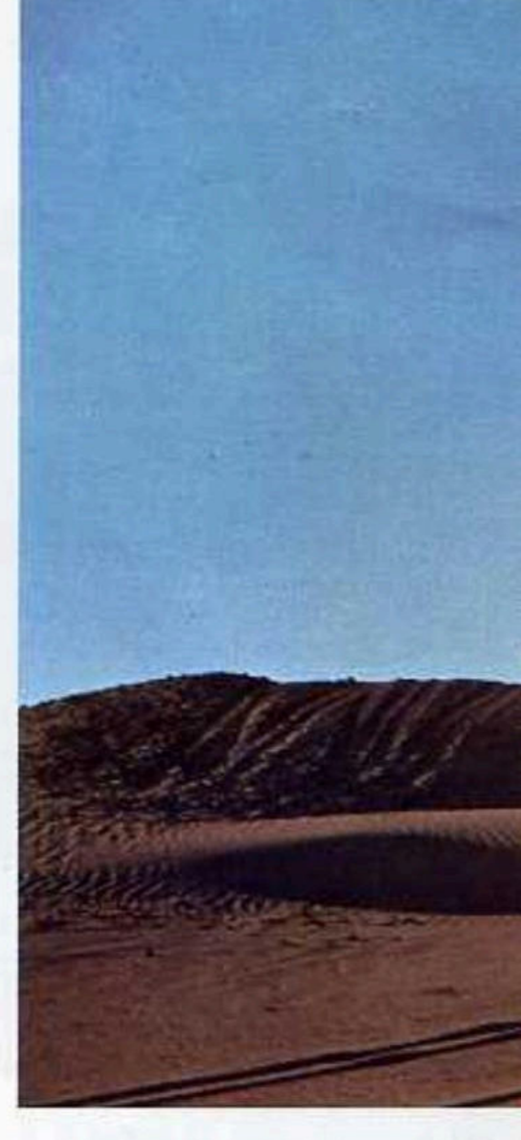
▶ **LE G.P.R.A...**


Jamet/Paris Match

Irving Brown. Dans ▶ l'optique de la politique du State Department, il joue à fond la carte « anticolonialiste ». La France lui avait interdit l'entrée de l'Algérie dès 1956.

une entreprise américaine diffuse chaque

Dans le Grand Erg oriental, au milieu des dunes de sable ▶ qui s'étendent à l'infini, une torchère brûle. La Standard Oil s'est fait attribuer dans cette région une zone de 20 000 km² qu'elle doit exploiter en association avec la C.F.P. et la Société nationale française Petropar.



permanents que sa femme – une Italienne – et trois jeunes Américaines. L'activité, l'astuce, le bluff à l'occasion, remplacent cependant les moyens matériels. Le chef du « bureau du F.L.N. » fait diffuser chaque matin à 28 000 exemplaires, grâce aux services d'une entreprise locale spécialisée dans ce genre de tâche, un bulletin d'information – *Free Algeria* – dans lequel toutes les citations de la presse de gauche française hostile à la poursuite de la guerre d'Algérie sont habilement exploitées (alors que toutes les informations relatives aux luttes de clans à l'intérieur du F.L.N. sont subtilement escamotées). Chanderli ajoute à cette action une propagande directe non seulement en écrivant aux journaux, en « faisant les couloirs » des Nations unies et en multipliant les visites aux diplomates, mais en s'arrangeant pour se faire inviter et pour participer à tous les débats radiophoniques ou télévisés, à toutes les conférences où le thème algérien est inscrit à l'ordre du jour.

Évolution au « State Department »

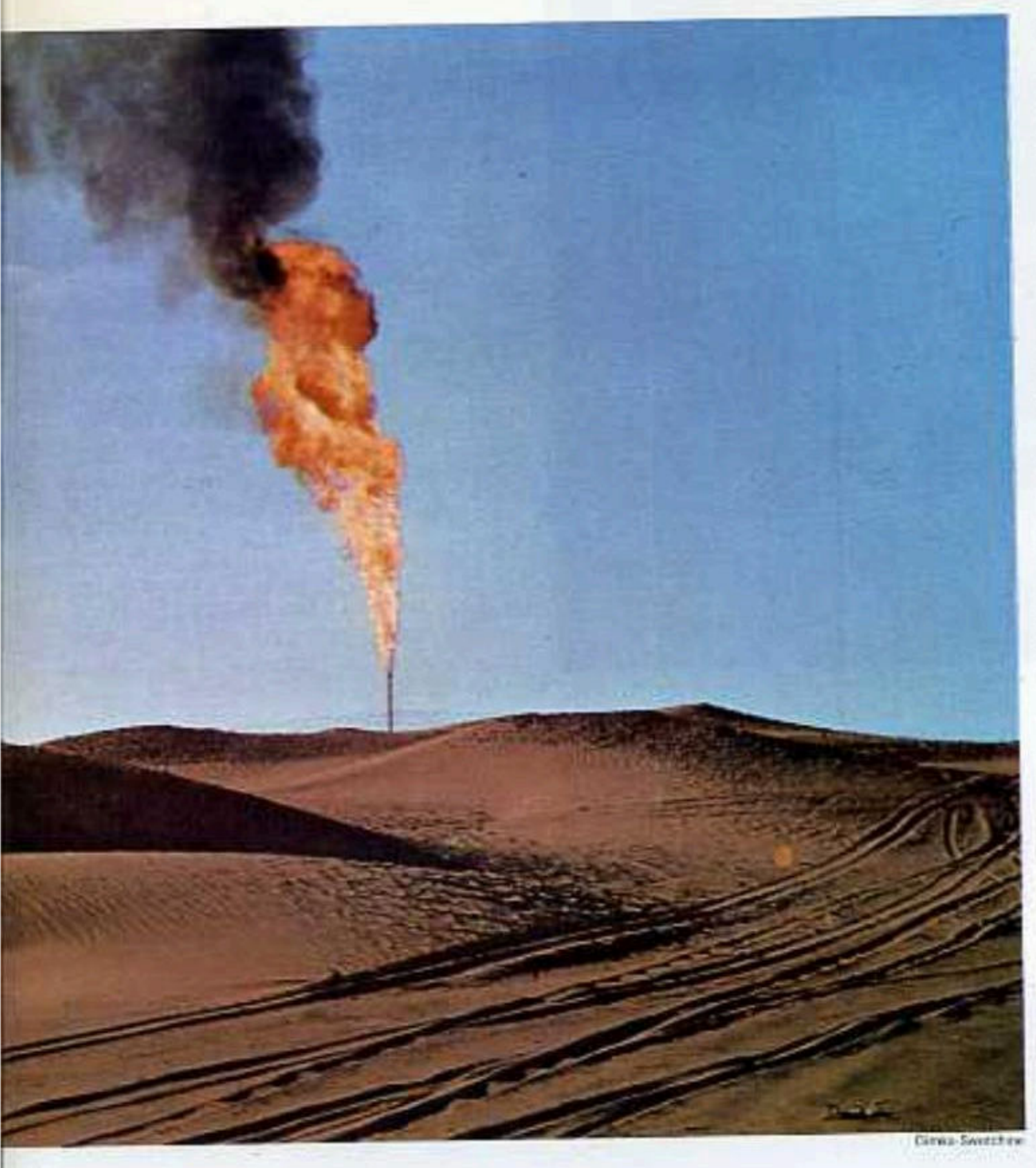
Il ne néglige pas non plus les universités. On le voit à Columbia, à Harvard, à Princeton et même à Berkeley, en Californie, où il fait des exposés et où il aide de ses avis prudents, mesurés, exempts de toute polémique, les étudiants qui s'intéressent à la guerre d'Algérie ou qui rédigent même, sur ce sujet, mémoires, diplômes ou thèses.

Grâce à ce travail en profondeur, Chanderli a réussi à se faire connaître et apprécier dans tous les milieux qui comptent aux U.S.A. Il s'est fait, parmi les journalistes, de nombreux amis : des représentants de l'agence Associated Press (notamment Andrew Borowiec), de l'agence United Press, de la chaîne de radio Columbia Broadcasting System (U.P. et C.B.S. ont toutes deux diffusé une interview de Krim Belkacem), des rédacteurs du *New York Times*, tels que Tom Brady ou James Michael Friedman (ce dernier a été envoyé, pendant trois jours, au sein d'une unité algérienne combattant le long de la ligne Morice et en a tiré un reportage très favorable à l'A.L.N.), des « analystes » de l'hebdomadaire *Time* (qui ont publié quatre pages de commentaires sur la guerre d'Algérie dans une livraison de ce magazine reproduisant, en couverture, un portrait de Ferhat Abbas), des spécialistes des affaires maghrébines comme Joseph Kraft (qui assure, aux États-Unis, la correspondance de *l'Express* de Paris) ou comme l'un des plus brillants collaborateurs de *Newsweek*, le Franco-Britannique Edward Behr, futur auteur du livre *Dramatique Algérie*. Chanderli a établi aussi d'excellentes relations avec des leaders syndicalistes de l'A.F.L.-C.I.O., notamment ceux qui exercent des responsabilités au sein de la centrale mondiale C.I.S.L., à laquelle ont adhéré les syndicats algériens de l'U.G.T.A. Assuré de la sympathie d'Irwing Brown, qui joue les « anticolonialistes de choc », il gagne celle, plus discrète, mais plus précieuse, du trésorier général de la C.I.S.L., Strauss (celui-ci se rend, le 7 janvier, à Tunis, pour « resserrer les liens de son organisation avec les syndicats algériens et tunisiens »). Chanderli ne néglige pas, enfin, les leaders religieux, dont l'influence est grande en Amérique, et, par exemple, le révérend Lester Griffith, qui, après avoir été fait prisonnier en Kabylie, a été libéré sur l'ordre personnel d'Amirouche et qui est devenu, à son retour aux U.S.A., un enthousiaste propagandiste de la cause algérienne.

Les pressions de toute une opinion « libérale » américaine se font finalement sentir jusqu'au *State Department*, où de hauts fonctionnaires, tels que William Baurter, le directeur des affaires d'Europe, Loraam, ou le directeur des affaires maghrébines, Porter, ancien consul des U.S.A. à Rabat, n'hésitent plus à recevoir Chanderli (ou Yazid, quand ce dernier passe par New York). Le puissant

Marquis de Sy





◀ Le Grand Erg oriental, près de Touggourt. Au loin, des méharistes : un sous-officier et deux Chaamhas. Les Chaambas, tribu arabe originaire de Metlili, nomadisent généralement d'El-Goléa au Souf. Ils sont demeurés très fidèles à la France et l'armée peut leur faire confiance.

conseiller du secrétaire d'État Foster Dulles, Robert Murphy, vieil adversaire de De Gaulle depuis ses conflits avec le général, à Alger, en 1943, encourage ses amis à examiner avec une certaine bienveillance « les thèses les plus modérées » du F.L.N.

De retour d'un voyage en Afrique, début janvier 1959, le sous-secrétaire d'État adjoint américain aux Affaires africaines, John Satterthwaite, adresse à Foster Dulles et au président Eisenhower un long rapport dans lequel il explique que la solidarité des U.S.A. envers la France engagée dans la guerre d'Algérie gêne beaucoup le gouvernement de Washington – dont l'objectif devrait être de gagner à sa politique le maximum de pays « non engagés » – et aussi les businessmen américains, soucieux de développer leurs exportations sur les marchés de ces pays. L'auteur de ce document, qui n'est pas rendu public mais dont la teneur est assez vite connue des chancelleries grâce à des indiscrétions calculées, suggère que les autorités américaines fassent pression sur de Gaulle pour que le président français mette fin au conflit algérien en acceptant la solution d'une « fédération Maroc-Algérie-Tunisie étroitement associée à la France et étroitement ancrée dans le camp occidental ».

En agissant ainsi, explique Satterthwaite, le président des U.S.A. rendait plus crédible le programme en six points d' « aide économique au Proche-Orient » qu'il vient de présenter à l'O.N.U. Un point de vue analogue est exprimé – en privé – par Mme Oswald Loeb, membre de la délégation américaine aux Nations unies, qui, en ces premières semaines de 1959, part précisément pour Tunis (elle est officiellement chargée de contrôler la gestion et l'emploi des fonds américains – un million de dollars – remis aux services du président Bourguiba pour secourir les réfugiés algériens vivant misérablement dans les camps de Tunisie).

Constatant, le 23 janvier 1959, que « les choses ne vont pas mal, aux U.S.A. », le G.P.R.A. charge Abdelkader Chanderli, alors en tournée de conférences à Montréal, d'exploiter au maximum, dans le sens des intérêts algériens, les possibilités d'action qu'offrent désormais au F.L.N. les « derniers développements des affaires pétrolières ».

De quoi s'agit-il ? La Compagnie française des pétroles (C.F.P.) et la Standard Oil of New Jersey ont rendu public, le 21 janvier, un accord qui marque l'entrée, à vrai dire assez modeste, des « pétroliers » américains au Sahara algérien. La Standard s'est fait attribuer, dans le Grand Erg oriental – zone proche des gisements d'Edjelé et de Zarzaïtine, déjà en cours d'exploitation –, un périmètre de recherches de 20 000 km² qu'elle exploitera, avec des investissements de 50 %, en association avec la C.F.P. (35 % du capital de la nouvelle entreprise) et la Société nationale française « Petropar » (15 % de ce capital).

Des manœuvres en coulisse

M'hamed Yazid a immédiatement protesté, au nom du G.P.R.A., et il a, dans une conférence de presse retentissante, stigmatisé « cette participation indirecte de la Standard aux frais de la guerre coloniale menée par la France en Algérie » et « cet acte d'hostilité à l'égard du peuple algérien ». Il a, en outre, lancé aux Américains un avertissement très clair : « L'indépendance de l'Algérie est inéluctable. Les contrats récemment passés sont d'un caractère précaire. Ni notre peuple ni son gouvernement ne sont liés par les marchés conclus avec l'ennemi en temps de guerre. » La fermeté de ces propos n'exclut pas, cependant, certains marchandages auprès des « pétroliers » américains.

Le « bureau du F.L.N. à New York » est précisément chargé de faire savoir aux représentants des grandes compagnies yankees que si celles-ci veulent conserver, demain, lorsqu'un gouvernement algérien installé à Alger exercera pleinement ses droits de souveraineté, les positions qu'elles obtiennent aujourd'hui des Français, elles ont tout intérêt à « préparer l'avenir » en favorisant discrètement – et en faisant favoriser par leurs amis du *State Department* – les thèses diplomatiques du G.P.R.A. Celui- ▶



“ viser Moscou pour a

◄ Ben Youssef Ben Khedda, photographié avec Chou En Lai au cours de sa visite à Pékin. Lorsque la délégation du G.P.R.A. arriva en Chine, en décembre 1958, le drapeau vert et blanc flottait sur l'aérogare. Les Chinois lui accorderont armes, munitions et ravitaillement.

ci joue, en vérité, un double jeu fort astucieux. Il manœuvre officieusement, en coulisse, pour se ménager, à plus ou moins long terme, des appuis sérieux auprès des *policy makers*, « ceux qui font la politique », à Washington. Officiellement, il pourfend, dans des communiqués vengeurs, le « capitalisme yankee », ce qui, dans l'immédiat, lui assure des sympathies au sein du « camp socialiste ».

On suit, en effet, avec un intérêt croissant, dans les capitales communistes, et cette campagne, et la campagne véhémente menée par les organes de presse du F.L.N., et notamment *El-Moudjahid*, contre l'appui que les stratèges et les fournisseurs d'armes des U.S.A. apportent, dans le cadre de l'alliance atlantique, à l'armée française d'Algérie, notamment en lui vendant des avions T-28 et des hélicoptères lourds.

La référence à ces vigoureuses dénonciations est revenue comme un leitmotiv dans les discours publics prononcés par des hommes d'État – notamment Chou En Lai et Mao Tsé Toung, qui, pour la première fois, ont reçu (en grande pompe) en Chine populaire, du 3 au 20 décembre 1958, une délégation du G.P.R.A. composée du ministre des Affaires sociales, Ben Khedda, du ministre de l'Armement, Chérif Mahmoud, et du porte-parole du ministère de l'Information au Caire, Saad Dahlab.

Cette délégation a également visité Hanoi, où un accueil enthousiaste lui a été réservé, et Moscou, où les Soviétiques ont reçu leurs hôtes, sinon très chaleureusement, du moins fort cordialement. Exploitant ce facteur nouveau de la conjoncture internationale, le G.P.R.A. fait courir le bruit, début 1959, que Ferhat Abbas, officieusement

eindre Paris": formule plaisante mais adaptée à la réalité politique

invité par les dirigeants du Kremlin, pourrait se rendre très vite dans la capitale de l'U.R.S.S., et que l'Union soviétique pourrait même, à cette occasion, reconnaître le G.P.R.A. Khrouchtchev fait immédiatement démentir ces rumeurs, car il est assez fin politique pour avoir compris quel intérêt représentait, pour son pays, la nouvelle politique d'indépendance nationale de la France en Europe occidentale et pour chercher à éviter, dans ces conditions, de blesser par des initiatives inconsidérées, la susceptibilité ombrageuse du général.

La boule rouge de De Gaulle

Il reste que la manœuvre du G.P.R.A., maladroite en apparence, mais en apparence seulement, atteint parfaitement son but. De Gaulle s'inquiète, en effet, du danger, même lointain, d'un rapprochement entre le F.L.N. et les pays communistes. Comme il a constaté, d'autre part, que les diplomates du G.P.R.A. savent « se placer » aussi à Washington, il se demande si les « rebelles algériens », habiles à se laisser porter à la fois par le vent d'ouest et par le vent d'est, ne réussiront pas, finalement, à bénéficier d'une surenchère permanente entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., et si une politique d' « équilibre entre les deux Grands », analogue à celle de Nasser, ne les amènera pas, finalement, à se couper du « véritable partenaire que leur désignent la géographie et l'Histoire : la France ». C'est en fonction de cette analyse que de Gaulle va prendre, le 13 janvier, des décisions concrètes : mesures de clémence en faveur de 7 000 prisonniers politiques algériens ; amélioration des conditions de détention de Ben Bella, Boudiaf et leurs compagnons, transférés de la prison de la Santé à une résidence surveillée de l'île d'Aix. Ces initiatives sont destinées à montrer au G.P.R.A. que la route de la négociation, si elle a été malencontreusement bloquée par les malentendus de la « paix des braves », n'est pas, pour autant, coupée.

Le G.P.R.A. se montre d'autant plus satisfait de ces gestes qu'il avait exactement cherché à atteindre ce résultat. C'est ce que m'explique, à Tunis, Ahmed Francis, qui, pour que sa pensée soit bien comprise (et transmise, notamment à l'Élysée), évoque les finesses du billard : « Nous avons poussé la boule blanche de Khrouchtchev, mais c'est pour mettre en mouvement la boule rouge de De Gaulle — celle qui nous intéresse avant tout. Si nous visons Moscou, c'est pour atteindre Paris. »

C'est là une plaisante formule mais une formule adaptée aux données fondamentales de la *Realpolitik* : M'hamed Yazid, qui connaît aussi bien les arcanes de la politique officielle française que ceux de la politique officielle américaine, justifie la stratégie choisie — non sans tiraillements internes, d'ailleurs — par le G.P.R.A. par une froide analyse des contradictions de l'alliance atlantique. « De Gaulle demande à cor et à cri que la direction de la coalition soit fondamentalement assurée par trois puissances : les U.S.A., l'Angleterre et la France. Il verra bien, au cours des prochains mois, qu'Eisenhower rejette catégoriquement cette prétention française, qu'il juge démesurée. Dans ces conditions, de Gaulle sera bien obligé de faire, d'une certaine manière, cavalier seul dans le monde, et même dans le monde occidental — notamment en Méditerranée et dans les pays arabes, où la France possède ses meilleurs atouts. L'éternisation de la guerre d'Algérie ne pourrait que gêner ce jeu inéluctable. C'est pourquoi le président français fera, nécessairement, un nouveau pas dans notre direction. »

Le pronostic se révélera juste. Le « nouveau pas » de De Gaulle sera la déclaration du 16 septembre 1959 dans laquelle il proclamera le droit de l'Algérie à l'autodétermination. H

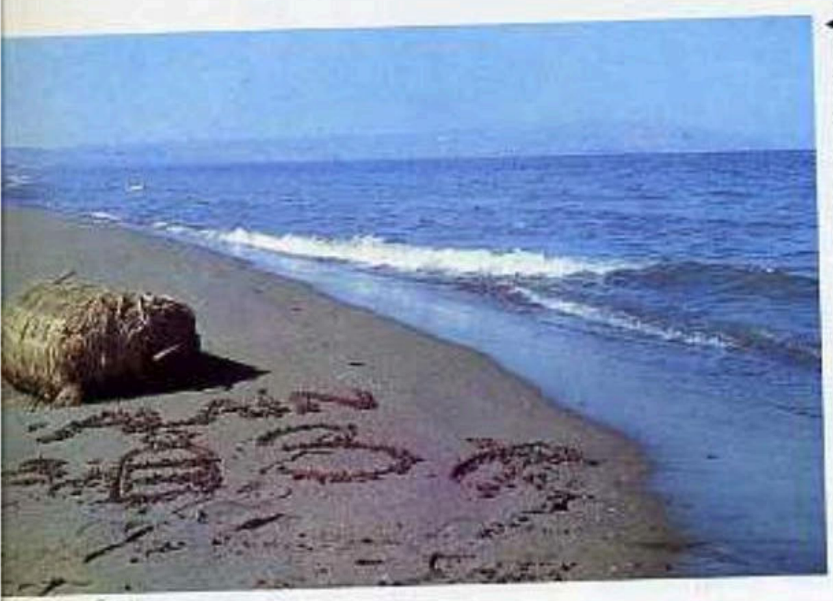
Albert Paul LENTIN

◄ Des T-28 A. La France en acheta 147 aux surplus de l'U.S. Air Force. Ils sont équipés d'un Wright R-1820 de 1 400 CV à la place du moteur de 800 CV d'origine. Leur armement est de 4 mitrailleuses de 12,7 sous les ailes, plus 4 bombes de 135 kg ou des lance-roquettes multiples.



108 exemplaires du birotor H-21 C appelé *Banane volante* ont été commandés à la firme américaine Vertol. Équipé d'un moteur Wright de 1 425 CV, le H-21 peut transporter 20 soldats en armes ou 12 civières. *Photo :* un H-21 C, lourd et disgracieux insecte de métal, se pose sur un piton enneigé. ►

UNE SI JOLIE PETITE PLAGE



◄ La plage, en bordure du camp de Hussein-Dey, que les « usagers » appellent le « Lido ». Au fond, on aperçoit Alger. Le camp a été installé dans une vaste pinède. Mais ce n'est pas pour autant le paradis...



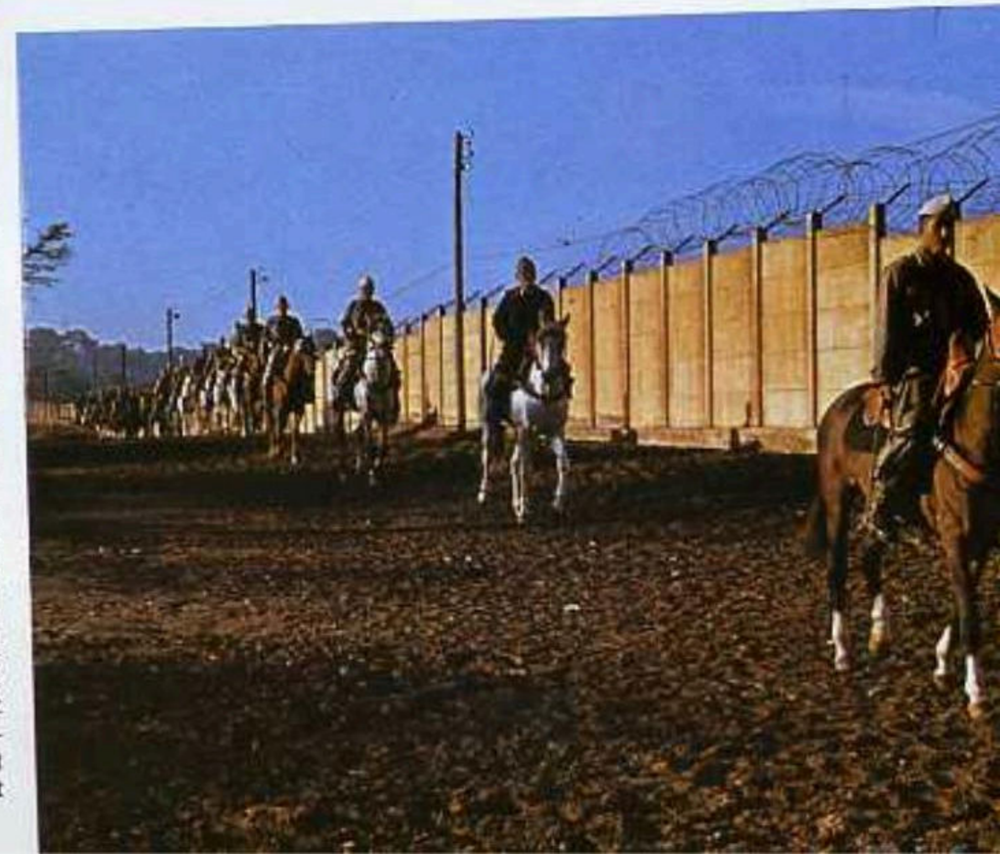
Devant une des ► baraques du « Lido », les hommes attendent le moment de partir pour le bled, leur entraînement terminé. Un univers de boy-scout où la mort peut être au rendez-vous.

JANVIER 1959. A la fin de l'année dernière, j'avais atteint mes vingt-cinq ans et mon sursis s'achevait. Je voulais être officier et j'ai demandé à être E.O.R. Non pas par vocation, mais parce que j'avais une fiancée à ma charge et pas un sou d'économies. C'est ainsi qu'en janvier 1959 je me suis retrouvé au camp de Hussein-Dey, ou centre d'instruction de l'arme blindée cavalerie, plus communément appelé le « Lido » ou le « Pédalo » par les usagers. Le camp occupe, en effet, une vaste pinède en bordure d'une plage. Ç'aurait pu être un paradis, mais les nécessités d'une formation accélérée l'ont transformé en un petit enfer d'hommes qui doivent compléter les cadres des régiments opérationnels en quatre mois. Nous sommes environ trois mille, logés dans des baraquements en briques ou en bois.

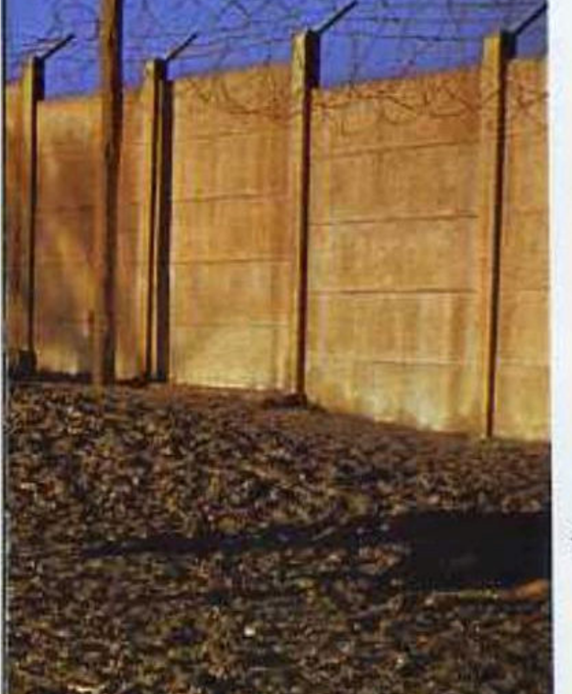
Le premier jour, après dix-neuf heures debout, dans la cale souillée de vomissures de l'*El-Mansour*, un vieux rafiot transformé, en fin de carrière, en transport de troupes, j'ai passé quatorze heures debout au « Lido » à m'habiller et à me déshabiller : avec capote, sans capote, avec short et capote... Bilan de la journée : une analyse d'urine. Les infirmiers ont jeté un vague regard sur l'éprouvette, puis l'ont vidée dans un lavabo, en continuant de se raconter leurs petites histoires de Bab-el-Oued. Un détail : les « Métropolitains » ne doivent faire que vingt-sept mois au lieu de vingt-huit, en tant qu' « appelés directement en Algérie ». Et les pieds-noirs, qui font leur service à quelques kilomètres de chez eux et se rendent presque tous les jours dans leur famille, ne doivent faire que les mêmes vingt-sept mois au lieu de vingt-huit en tant qu' « appelés directs ».

Néanmoins, tout le monde a hâte que les quatre mois soient finis. L'avis général, en effet — que l'on soit reçu ou recalé — est qu'on sera beaucoup mieux dans le bled — en tout cas, on ne pourra être plus mal.

Il y a beaucoup de musulmans dans le camp, particulièrement dans les pelotons d'insoumis. Le moindre manquement y est sanctionné de coups de bâton.



Une spécialité particulièrement redoutée est celle des « montés ». On a, en effet, réinventé, en haut lieu, de former de vrais cavaliers, compte tenu de la nature du terrain et du caractère de la guerre. Les pelotons sont presque exclusivement formés d'Arabes et de Basques, qui connaissent, paraît-il, de naissance les chevaux et la manière de s'en servir.



Alger est à vingt kilomètres. Un jour, le service psychologique nous a emmenés en camion visiter la « deuxième ville de France » (jusque-là, je croyais que c'était Marseille, mais on sait que les professeurs d'histoire et de géographie n'hésitent pas à déformer la réalité suivant leurs convictions politiques).

Tout le monde connaît, au moins par ouï-dire, Alger la Blanche et ses splendeurs. Je n'ajouterai rien aux descriptions que j'ai lues, sauf en ce qui concerne les inscriptions sur les murs. Un psychologue en tirerait sûrement une étude valable sur la mentalité locale. Elles sont tricolores, bien régulières, faites par des gens qui, visiblement, ont pris leur temps, sans crainte d'être dérangés : « La Méditerranée traverse la France, comme la Seine traverse Paris », « De Dunkerque à Tamanrasset, 54 millions de Français », « Algérie française », « Vive de Gaulle ! » et des croix de Lorraine par milliers, sur les murs des immeubles modernes comme sur les tôles des bidonvilles. Cela change des murs de ma banlieue parisienne, où je pouvais lire : « De Gaulle, c'est la guerre », « Paix en Algérie », « Le fascisme ne passera pas », « De Gaulle au musée », « Les paras en usine ».

◀**Les chasseurs. Au camp du « Lido », les pelotons sont formés en majorité de cavaliers musulmans et basques. Une spécialité très redoutée. Les troupes à cheval seront utilisées avec succès dans les terrains accidentés, là où ni camions ni jeeps ne peuvent passer.**

Près d'un vieux fort turc, où il y a, je crois, un musée, un gros capitaine nous a fait, d'une voix indistincte, un grand discours. La mer scintillait sous le soleil et je pensais à ses 700 kilomètres d'étendue qui me séparaient de ma Christine. Mes camarades n'avaient pas l'air plus convaincus que moi. Dans le camion qui nous ramenait à Hussein-Dey, en passant par le ravin de la Femme-Sauvage, j'entendais leurs réflexions : « Tu as vu ces bonnes femmes ? Quelles guenilles ! Des tas de boue !... », « L'Algérie, c'est la France ? Mais même chez moi, en Corrèze, il y a des routes et les gens ne marchent pas nu-pieds ! », « Il y a des gosses à poil, en hiver, chez toi, Bébert ? »

On ne peut pas dire que le service psychologique ait réussi à nous convaincre de mourir pour l'Algérie.

Ni machines ni athlètes

Les petits gradés sont fous de rage parce que nous ne sommes pas des machines à maniement d'armes. Le chef Lebègue est mécontent parce que nous ne sommes pas des athlètes. Le lieutenant, le chef Melon et les deux maréchaux des logis se relaient toutes les demi-heures pour nous engueuler.

Les militaires de carrière ne pardonnent pas aux appelés de ne pas être des militaires de carrière. L' « homme de jour », Siguié, un agriculteur du Sidobre ▶

le brigadier a une passion : la course à pied. Chaque matin, les ho

(Auvergne), qui s'affole perpétuellement, a crié : « A vos rangs, silence pour l'appel ! » au lieu de : « Garde à vous, silence pour l'appel ! » Les petits gradés lui collent une « tenue de campagne ». Puis ils font le tour de la chambrée et annoncent une « tenue de campagne », pour tous ceux qui n'ont pas de cadenas à leur casier, c'est évidemment mon cas. Ils ouvrent les casiers non cadenassés et jettent tout leur contenu dans la boue de la cour. Ils vident aussi les types de leur lit et, pour faire bon poids, envoient leur polochon par les fenêtres. Ils partent en annonçant qu'ils reviendront dans un quart d'heure pour passer « la revue de campagne ».

Personne ne sait de quoi il s'agit, sauf Mignard, mon voisin de lit, dont le père est adjudant. Il m'explique que je dois me mettre en tenue de combat, le casque couvert de feuillage, les brodequins et les « biebages » cirés, le visage noirci.

Sous la pluie

J'ai à peine fini de me déguiser qu'ils reviennent, dans l'affolement général. Ils tombent sur le malheureux Siguié, comme la misère sur le pauvre monde :

— Combien d'allumettes avez-vous dans votre boîte ? Combien de brûlées ? Où est l'enveloppe avec l'adresse de vos parents, pour le cas où vous seriez tué ? Où est votre fagot ? (Il faut avoir un fagot dans son sac pour allumer le bois, au cas où il serait mouillé.) Votre papier hygiénique ? Votre pansement obligatoire ? Les cigarettes ?

— Mais je ne fume pas, dit Siguié.

— Et si l'un de vos copains, en train de crever, vous en demandait une ?

Conclusion : dans dix minutes, Siguié devra être en tenue réglementaire 46, au pied du lit, sans oublier l'insigne, les épaulettes et le calot de tradition.

C'est mon tour. Mais Mignard m'a affranchi. Avant même qu'ils ouvrent la bouche, je me présente réglementairement et déclare : « Le cadenas n'est pas compris dans la fiche d'inventaire. Je demande le rapport du capitaine commandant l'escadron. »

— De l'intimidation ? C'est bon, ouvrez votre paquetage.

Je fais un demi-tour réglementaire et m'exécute.

— Ah ! mais... vous n'avez pas l'insigne du « Lido ».

— L'insigne acheté aux frais du soldat n'est pas réglementaire. Je demande par voie hiérarchique le rapport du capitaine commandant cet escadron.

— Recouchez-vous ! hurlent-ils, si dans cinq minutes tout le monde n'est pas couché, le peloton tout entier passera la nuit sous les A.M.



A peine sommes-nous couchés que la porte se rouvre avec violence. C'est un briscard du peloton d'en face.

— Bande de salauds, qu'est-ce que vous leur avez fait, à Rouch et à son copain ? Ils sont sortis de chez vous tellement furieux qu'ils nous envoient tous ramper dans la boue, sous la pluie battante. C'est pas la peine de vous marrer. Vous perdez rien pour attendre.

De tels procédés ne sont pas exceptionnels. Ils sont même, comme le brigadier-chef à qui je raconte l'histoire me l'apprend, recommandés. Il convient de briser les types par tous les moyens au cours des quatre mois de classe.

Un produit type de Saint-Cyr

Second pas dans la vie militaire : je suis affecté au 2e peloton d'E.G.P., objet de mes vœux, après un brillant examen sur une pensée profonde du maréchal Foch.

Le 1er peloton d'E.G.P., sous les ordres du lieutenant Dedreux, est constitué des meilleurs sujets : une véritable élite. Ce n'est pas le cas de celui où j'ai été versé par le lieutenant Goering, un appelé, fils d'un banquier parisien. Il se montre le moins possible et c'est le « chef » Vignacerf qui le remplace effectivement. Il vient d'un piton de Kabylie, où il était le seul Européen avec une soixantaine de harkis. Le capitaine Romain, commandant l'escadron, ne s'occupe que de chansonnettes : il est compositeur. L'une d'elles est un succès du moment, on l'entend sur tous les postes de radio, et les haut-parleurs du camp la ressassent pour lui faire plaisir. Rien d'autre à signaler sur lui : je n'ai jamais eu l'occasion de l'approcher ni même de le voir.

Le lieutenant Dedreux est un produit type de Saint-Cyr : une boîte de conserve, pareille à toutes les autres boîtes de conserve. Signe particulier : il est très pressé de passer capitaine. Les personnes qui ne peuvent l'aider à réaliser cette vocation ne l'intéressent pas. C'est mon cas ainsi que celui de la quasi-totalité de mon peloton.

Dedreux colle les hommes avec les traquenards les plus insolites sur cet armement que nos travaux ménagers

Le cinéma. Une distraction de choix pour les soldats, même si le film est vieux – ce qui est généralement le cas – et la copie mauvaise. Au camp, on passait aussi de nombreux films instructifs pour la formation des recrues : entre autres, des films sur les batailles de la seconde guerre mondiale, qu'un officier commentait.

mes galopent parmi les ordures...



◄ Ces silhouettes qui se détachent sur la mer scintillante sous le soleil : des cibles à forme humaine sur lesquelles les soldats tirent au F.M. Souvent, des balles viennent ricocher sur l'eau. En quelques semaines, les recrues devront acquérir précision et rapidité : une assurance sur la vie.

Sous un soleil brûlant, ► des hommes montent la garde : une parmi les mille corvées du soldat. Il y a aussi les exercices dans la boue, sous la pluie battante, la « revue de campagne », les travaux ménagers, etc. Au camp du « Lido », trois mille recrues reçoivent une formation accélérée.



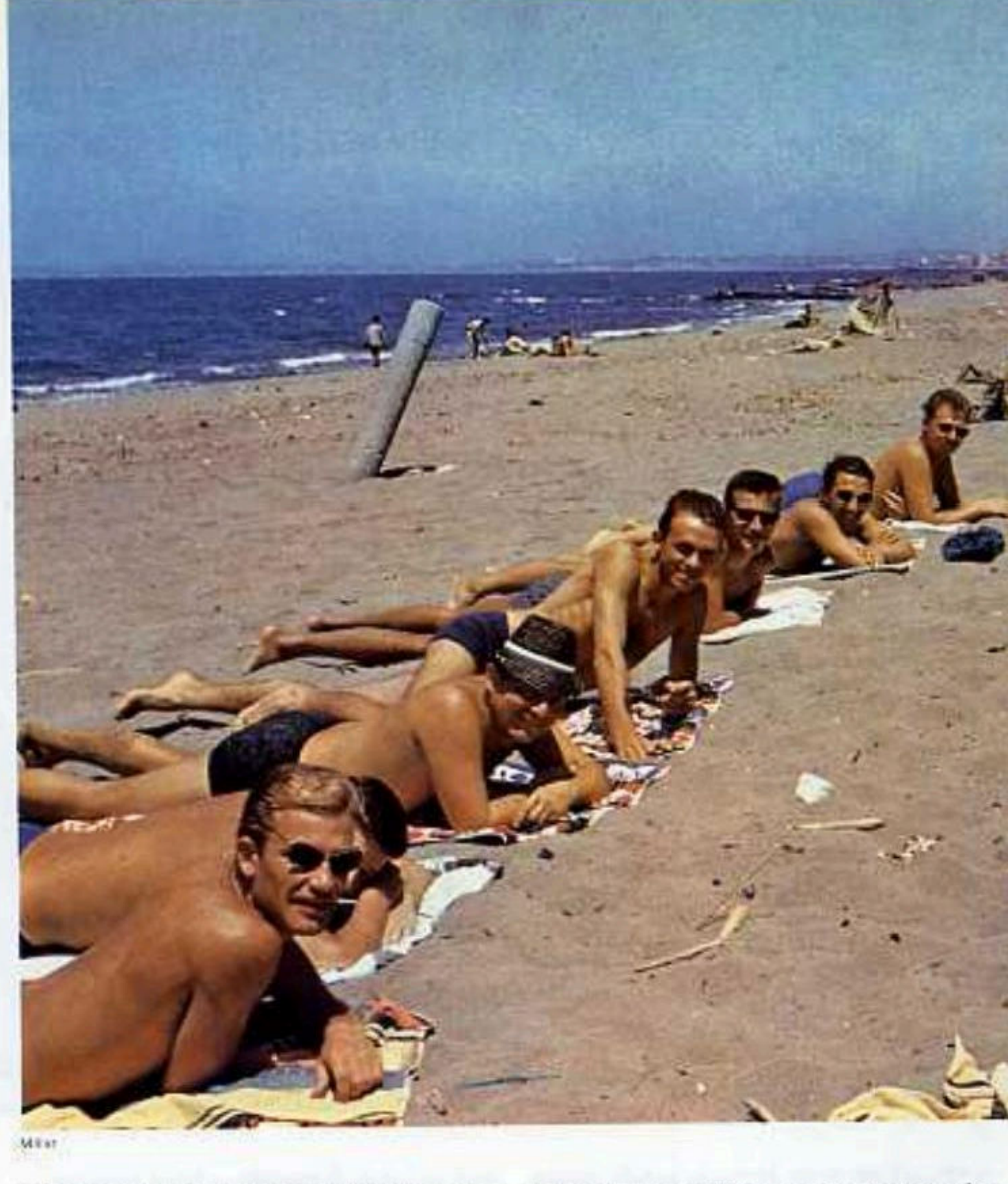
incessants ne nous laissent pas le temps de connaître. En outre, préoccupé sans doute par d'autres sujets, il dit le « truc », le « machin », pour désigner les pièces : « Comme vous pouvez le constater, ce truc agit sur ce machin... d'une manière... généralement quelconque... C'est pas difficile à comprendre. »

Heureusement, nous avons parmi nous un certain Chanoine. Pion de son métier, il suit des cours d'électronique par correspondance. Dès que le lieutenant Dedreux a rejeté sur la table l'arme dont il nous a si bien expliqué le fonctionnement, il prend le relais, la démonte et la remonte avec une dextérité stupéfiante. Il pontifie avec une telle compétence que chacun se demande où ce civil, pacifiste, handicapé physiquement et qui passe son temps en pantoufles comme « garde-chambre », a pu acquérir des connaissances aussi étendues, car, enfin, ce n'est pas inné !

Chaque gradé s'amuse avec sa marotte. Ouillard, ébéniste du Mans, féru de radio, reluque, même pendant le maintien de l'ordre à Alger, toutes les vitrines garnies de transistors et se crée des loisirs pour démonter les postes américains portatifs, les rendant définitivement inaptes au service (déjà ils fonctionnent généralement assez mal).

Le brigadier Legrand, dont on dit qu'il a une mèche lente à la place du cerveau, garçon de café dans le civil, est bien ennuyé : personne ne le prend au sérieux et chaque fois qu'il crie garde à vous, d'une voix qui n'a pas encore mué, il se trouve toujours quelque plaisantin pour claquer les talons à contretemps. Sa passion, c'est la course à pied. Chaque matin, il nous fait galoper parmi les tas d'ordures de la cote 30. Exercice d'autant plus épuisant que chacun s'applique ►

dans l'indifférence générale, le margis raconte ses exploits



Milar

à imiter le style qui lui est particulier en raison, sans doute, de ses pieds plats.

Rien de ce que nous faisons ne servira, d'ailleurs. J'en suis certain.

Evidemment, si j'avais choisi l'infanterie coloniale ou quelque autre corps démocratique, j'aurais eu mes chances, mais quand on a la sottise de prétendre à la cavalerie, l'arme aristocratique par excellence, il ne faut pas avoir d'illusions si on n'est pas fils d'archevêque.

Installé sur le mirador du poste sud, je contemple le camp au travail : en deçà des murailles et des barbelés, le manège barré par les arbres ; calots bleu ciel et rouge des cavaliers. Un peloton sort du camp au galop dans une poussière énorme, derrière un tout petit gradé : crapaud juché sur un âne. A l'autre bout du camp, écume des vagues déferlant sur la plage, cibles à silhouettes humaines dressées le dos à la mer, soulignées par les ricochets des balles sur l'eau. Derrière un boqueteau de la cote 30, une section de F.N. est recherchée par une équipe nonchalante de voltigeurs. Un sous-off engueule des Arabes, vendeurs de casse-croûte et de jus de fruits entassés dans leurs caisses à savon, montées sur de vieilles roues de bicyclette. Un peloton est assis en rond, le fusil entre les jambes, autour d'un bricard qui fait de grands gestes sans arriver à le sortir de sa somnolence. Des half-tracks, marqués de cœurs, de piques, de trèfles et de carreaux, se fraient un passage à travers les broussailles. Un malin, grimpé sur un arbre, savoure son sandwich. D'autres types utilisent les défilements pour se planquer. Deux gars se bagarrent maladroitement, avec le fusil à la bretelle...

Cinq balles au but

Tout cela dans le bruit et les clameurs ; le bruit de cinq AMX sans tourelle, les équipages vautrés dans le trou, fumant ou chantant, les jugulaires pendantes. Les chars apparaissent, puis disparaissent dans un creux. Les clameurs des cavaliers qui poursuivent en criant un cheval échappé. Tout cela accompagné par les rugissements du vent qui s'engouffre dans le mirador aux fenêtres crevées, aux carreaux cassés. Encore un tir sur la mer. Sous un ciel qui devient d'orage, Alger étale sa splendeur, perle blanche toute petite et chatoyante sur un immense écrin de nuées noires.

Exercice de tir au F.M. Je ne mets pas une balle dans la cible. Goering est vexé, parce qu'un général inconnu est venu se rendre compte de nos progrès. Quand mon tour revient, Goering proteste : « Pas lui, il a déjà tiré deux fois ! » Trop tard, j'ai déjà appuyé sur la détente : cinq balles sur douze arrivent par miracle au but ! « Aux résultats par l'allée centrale », ordonne le margis. Je cours et me mets au garde-à-vous devant la cible. Goering arrive avec un grand sourire ; mais voilà que survient le général. Je me rappelle qu'il faut que je me présente.

— Que faites-vous dans le civil ? me demande le deux étoiles d'un ton aimable.

— Architecte, mon général.

— J'espère pour vous que vous maniez le tire-ligne mieux que vous ne tirez au F.M.

Goering s'esclaffe avec courtoisie. Il passe à mon camarade B... Est-il réellement de la famille dont il porte le nom et qui a fourni deux empereurs à la France ? En tout cas, le nom attire l'attention du général plus que la cible, qui ne s'orne que d'une balle (bien placée, il est vrai).

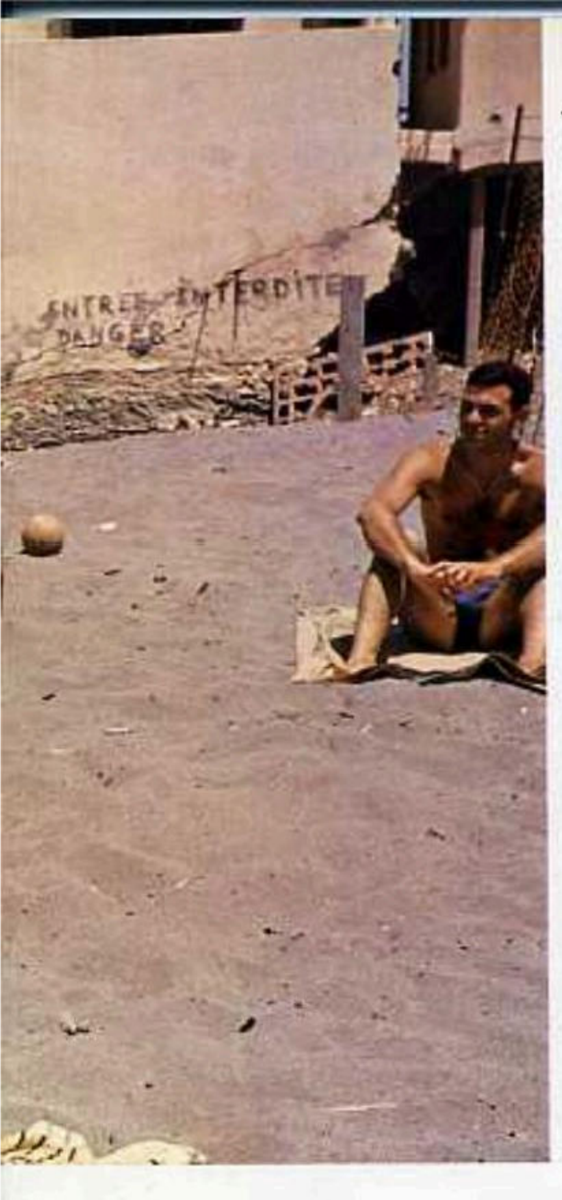
— Que faites-vous dans le civil ?

— Agent de change, mon général.

— C'est dommage, vous pourriez faire mieux.

Le dimanche de Pâques, nous partons à 18 heures pour monter la garde à Oued-Ouchaïa, dans la banlieue d'Alger. On reste en treillis, ce qui est un soulagement. Les ruines de la tuilerie sont vastes et noircies par l'incendie. Des milliers d'éclats de tuile écrasés jonchent le sol. Certains d'entre nous se sont endormis dessus, dans des poses abandonnées. D'autres jouent à la canasta, à la clarté d'une lampe tempête. Le margis tient les mises, son calot très enfoncé sur le nez, faisant un angle surréaliste avec sa grosse moustache noire. Dans l'indifférence générale, il continue à raconter ses exploits : comment il est resté six mois tout seul, avec soixante harkis ralliés et un radio européen, dans l'Aurès, comment ils sont montés à l'assaut d'un piton... Voilà au moins un aspect de la guerre resté dans la tradition napoléonienne : les fellouzes ont dévalé la pente à leur rencontre en hurlant comme eux et, en plus, en tirant la langue ! Je me

Départ de classes bien arrosé. Les recrues restaient ▶ au camp de Hussein-Dey de quatre à six mois avant d'être « ventilées » dans divers régiments du bled ou encore d'être envoyées à Saumur. Autre occasion de libations : la fête traditionnelle du « Père Cent », qui marque le premier des cent derniers jours à passer à l'armée. Les soldats venant de métropole faisaient alors vingt-sept mois de service au lieu de vingt-huit en tant qu'« appelés directement en Algérie ».



◄ Un sable doré, une mer tiédie par le soleil, qui font oublier la grandeur et les servitudes de l'armée et penser à ces mots écrits par Camus : « Ce soleil, cette mer, mon cœur bondissant de jeunesse, mon corps au goût de sel et l'immense décor où la tendresse et la gloire se rencontrent dans le jaune et le bleu. »

Un coin d'ombre et de fraîcheur dans le camp. Hussein-Dey, qui tient son nom du dernier dey d'Alger, est situé à quelques kilomètres de la Ville blanche, près de Fort-de-l'Eau où se trouve un « abreuvoir » très prisé des soldats : « le Coup de roulis ». Autour d'une anisette, on se réunit avec les copains. La détente. ▼



demande si je me ferai à cet univers de boy-scouts, où il reste fatalement par terre des Indiens des deux camps et qui ne font pas semblant d'être morts.

21 avril. Atroce déception. Au retour de la marche forcée, je n'ai même pas le temps de me débarrasser de mon fourniment que « la belle Giannina », que je ne laissais pas indifférente, court me dire à l'oreille : « Tu es muté à la compagnie de Timimoun. »

— Tu es fou ?

— Mais non, je t'assure, j'étais planton au bureau, j'ai remarqué ton nom sur les listes. Je croyais que cela te ferait plaisir.

Il n'y a que six hommes sur quarante dans notre peloton pour Saumur. Non seulement je ne gagnerai pas un centime, mais me voilà parachuté au diable vauvert dans un lieu inconnu.

Ma modestie est bien connue, mais tout de même, je peux dire que j'étais, sinon le meilleur, tout au moins le moins mauvais de tous.

Au moins, je respecte les traditions : dans ma famille, et depuis un temps immémorial, on est 2e classe de père en fils.

Pour me consoler, je suis allé prendre un verre au café-glacier du square Bresson, mon abreuvoir préféré, avec son buffet décoré d'atlantes qui font valoir leurs muscles, et ses plafonds qui s'écaillent. Je suis plutôt soulagé d'en avoir fini avec le « Lido », le reste, c'était du rêve.

C'est à ce moment qu'un nommé Lazaretti, journaliste marseillais ou cannois, m'a abordé.

— Tu ne voudrais pas être rédacteur au *Bled* ?

— Pourquoi ?

— Tu resterais à Alger, c'est la planque.

— Ta planque, tu peux te la carrer...

Pour moi, Alger n'est sûrement pas la planque : c'est beaucoup trop moche, surtout question mentalité. **H**

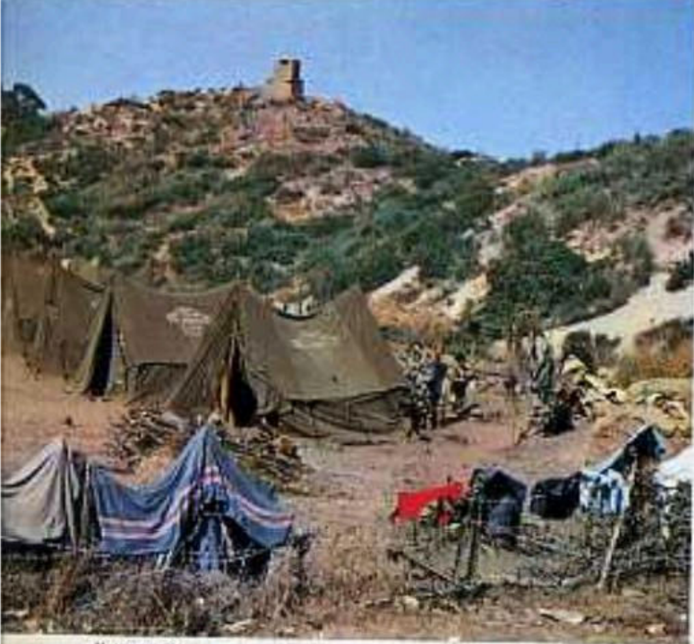


Jean ESCANDE

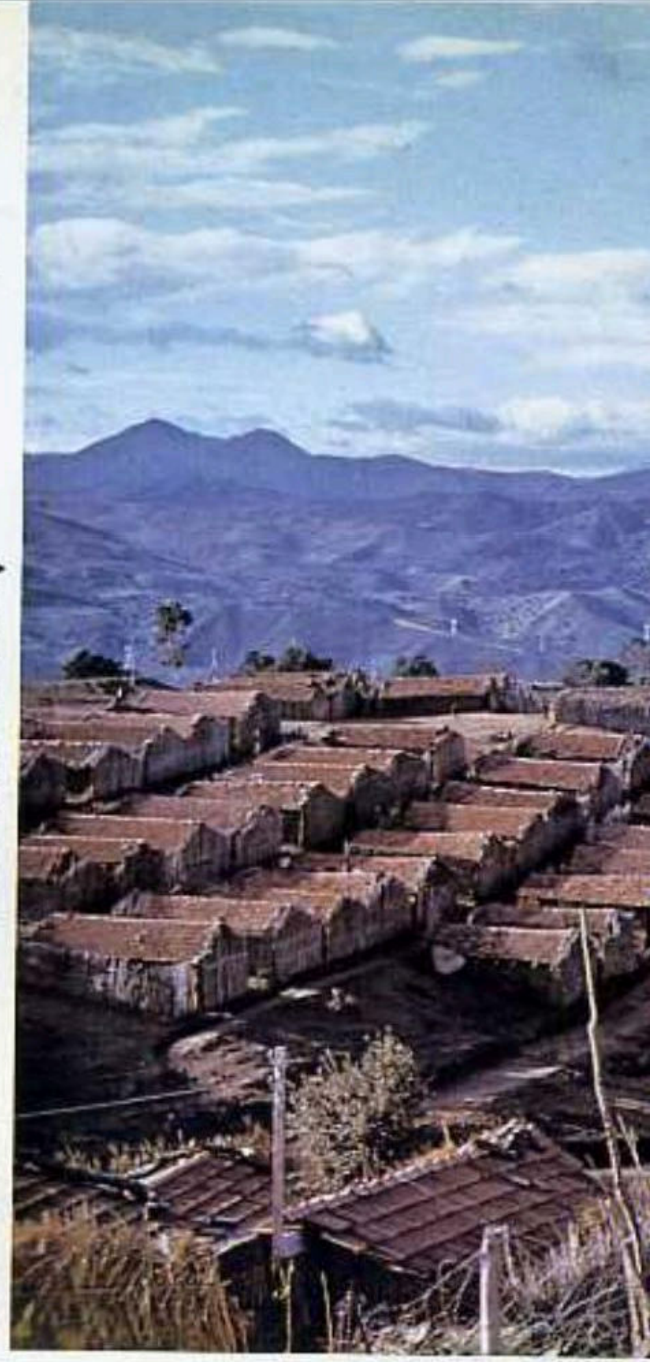


Le Sahara : une succession de grandes plaines semées de dunes présentant des dépressions au-dessous du niveau de la mer et des montagnes dépassant 3 000 mètres comme au Hoggar et au Tibesti.

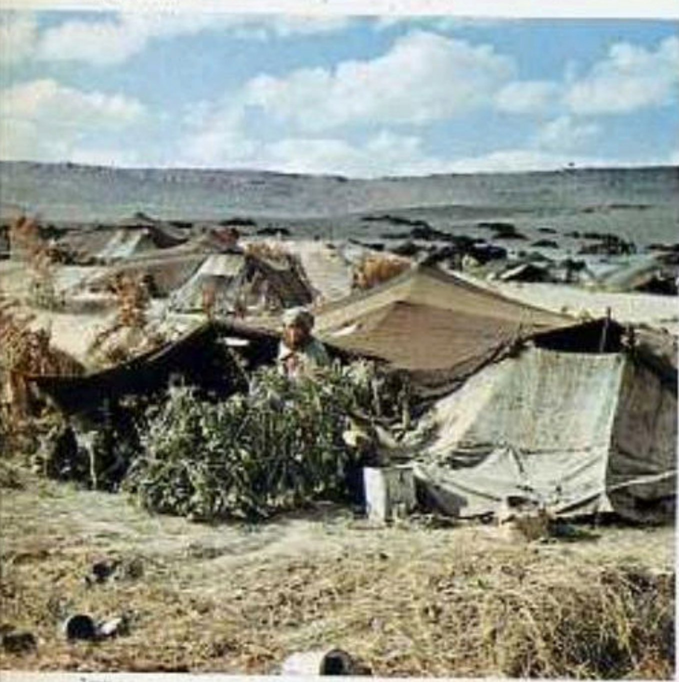




◄ Un regroupement provisoire près de Sidi-Abd-el-Aziz. Le F.L.N. aura parfois beau jeu pour dire que « le rassemblement et le parcage de populations entières ont pour but de transformer en bétail des groupes humains ravis à leur foyer, à leurs terres. »



Au cours d'une tournée ► qu'il effectue en 1959 dans les centres de regroupement *(ici, en Kabylie)*, Mgr Rhodain, secrétaire du Secours catholique, constate, comme Pierre Macaigne, que des réfugiés souffrent de la faim. « Je l'ai vu. J'en témoigne », dira-t-il.





◄ Dans la région de Géryville, dans les territoires du Sud, un regroupement de nomades — les plus malheureux, les plus déshérités de tous ces réfugiés volontaires et involontaires. En abandonnant leurs troupeaux, ils ont perdu tous leurs biens.

LES REGROUPEMENTS

Rien dans la guerre d'Algérie n'est plus important que le problème des regroupements. Rien aussi n'a été plus tardivement ni plus mal connu de l'opinion française. Dans son essence, le regroupement est pourtant aussi ancien que la guerre d'Algérie elle-même puisqu'il est lié à la notion de « zone interdite » où l'on tire sur tout ce qui bouge.

VIDAL NACQUET (1).

« S'IL est un problème sur lequel tu devrais te pencher sans tarder, c'est celui des camps de regroupement. Un véritable scandale !... Tu pourrais faire là du bon travail. » C'est Michel Rocard qui fait cette suggestion à Éric Westphal lorsque celui-ci débarque à Alger en décembre 1958, dans le sillage du nouveau délégué général, Paul Delouvrier. Le destin a fait se retrouver, sous le beau ciel de la Ville blanche, ces deux hommes qui, naguère, ont usé leurs fonds de culotte sur les bancs de la même maternelle.

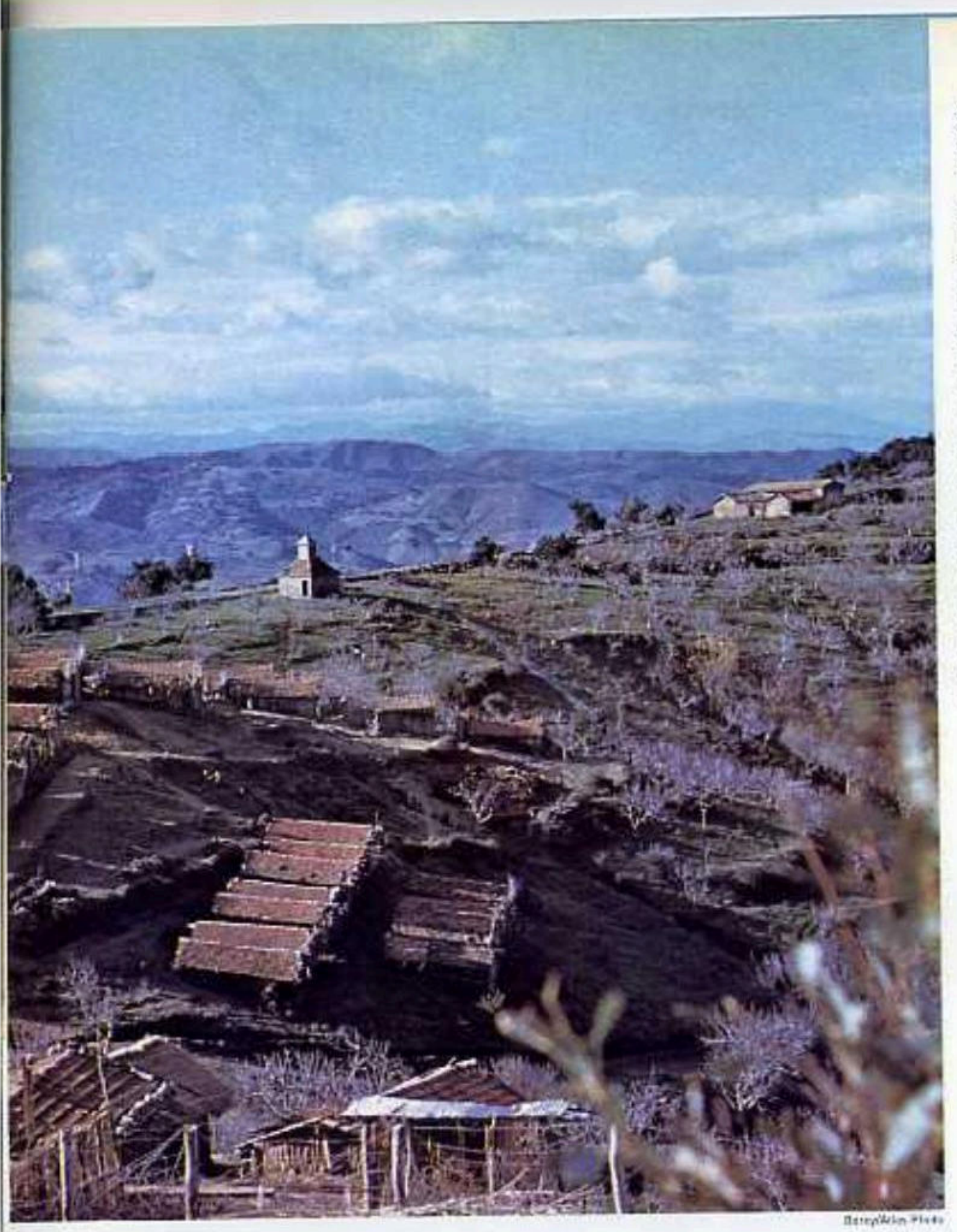
Comme tous les élèves de l'E.N.A., le futur secrétaire national du P.S.U. effectue un stage en Algérie. Éric Westphal, lui, est l'un des chargés de mission du *brain trust* Delouvrier. C'est le benjamin de l'équipe. Fils de pasteur, vingt-neuf ans, une vive intelligence, des idées généreuses plein la tête, ce frêle jeune homme au fin visage d'artiste, a connu le nouveau délégué général, avec lequel il s'est lié, au cabinet de Jean Monnet.

Secrétaire particulier du président de la C.E.C.A. à Luxembourg en 1954-1955, Westphal s'est très vite passionné pour le problème algérien. Et, tout naturellement, il a proposé son concours à Delouvrier lorsque celui-ci, appelé par de Gaulle, a dû abandonner sa charge de directeur des finances de la Haute Autorité pour aller prendre la barre de l'autre côté de la Méditerranée.

Les « Grandes Compagnies »

« Venez ! a répondu le délégué général. Là-bas j'aurai besoin d'hommes comme vous. » Le jeune homme, qui rêvait, enfant, d'être comédien et qui, plus tard,

(1) *La Raison d'État* (Éditions de Minuit).


Rapho/Atlas Photo

MIS AU PILORI

signera des pièces à succès, ne se doute pas que la tâche qui l'attend lui vaudra, lorsque ses querelles avec les militaires se seront envenimées, de devenir le premier « plastiqué » d'Algérie.

Les camps de regroupement, Éric Westphal en a entendu parler, comme tout le monde. Mais il ignore de quoi il s'agit exactement. Dès février 1959, Rocard lui remet un rapport personnel sur le problème qui va grandement aider l'équipe Delouvrier à en prendre conscience. L'idée initiale est le résultat des théories de la guerre subversive ou révolutionnaire chère à certains colonels. Elle est très simple : la rébellion s'appuie sur des populations qui la nourrissent, l'équipent, lui fournissent le plus clair de ses effectifs. Enlevons-lui ce support et, tel le poisson privé d'eau, le F.L.N. succombera bientôt.

Le transfert massif des populations permet aussi à l'armée française d'exercer sur elles un contrôle direct, d'en obtenir les renseignements indispensables sur l'organisation et les mouvements de l'A.L.N., enfin, d'isoler complètement celle-ci en détruisant son dispositif d'implantation.

Ainsi pour priver les « fells » de leur ravitaillement, de leur hébergement, pour tarir la source de leur recrutement et aussi pour soustraire les populations à l'emprise rebelle, on déclare tel djebel ou telle plaine « zone interdite ». Souvent, les mechtas sont rasées : on ôte de la sorte à leurs occupants la tentation d'y revenir. Et l'on replie la population ailleurs.

Il arrive aussi – mais c'est plus rare – que les habitants des douars, dans les régions particulièrement éprouvées par « les événements », fuient leurs villages. « Les méthodes de combat des rebelles, leurs exactions, leurs vols, leurs crimes, ont entraîné des réactions des populations, lassées de ces « Grandes Compagnies », et des ripostes de l'armée », lit-on dans une lettre adressée, en juin 1959, par Paul Delouvrier à Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme.

La population d'un douar se sent suspecte aux fellaghas car elle ne les aide pas assez. Elle est en même temps suspecte à l'armée car elle a ravitaillé les rebelles. Alors, spontanément, pour échapper à leur situation inconfortable, menacés qu'ils sont par les uns et par les autres, les villageois viennent se placer sous la protection d'un poste militaire.

La faim au ventre

Cela tient à la fois du camp de concentration et du village fortifié tel qu'il existait au Moyen Age. Le camp de concentration, avec ses barbelés qui cernent souvent un morne alignement de constructions uniformes, avec la tour de guet du poste militaire évoquant le sinistre mirador où se tenait le *schupo* derrière sa mitrailleuse. Le village médiéval, si l'on prête à cette tour des allures de donjon autour duquel se groupe et se presse, pour s'y protéger contre les incursions nocturnes des bandes, une population craintive et misérable.

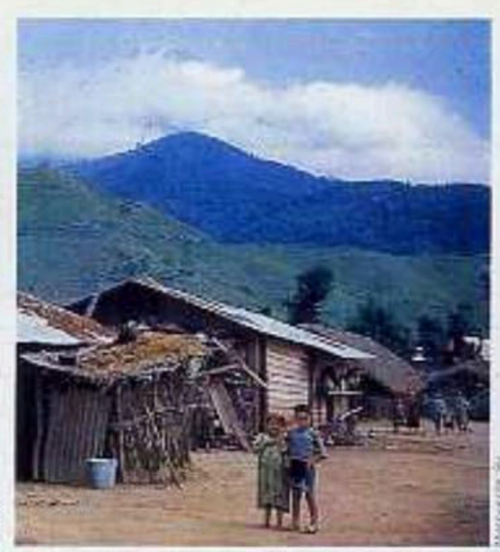
Ces camps, il en existe des centaines qui, en juillet 1959, abritent un peu plus d'un million de « regroupés » : 300 000 dans l'Algérois, 320 000 en Oranie, 405 000 dans le Constantinois. Un million de musulmans, sur les huit que compte l'Algérie, ont ainsi dû abandonner leur habitation et leur lopin pour se retrouver parqués dans ces centres dont les premiers ont été ouverts en 1957.

Ils ont exigé un labeur et des crédits considérables. L'armée a réalisé là un tour de force qui rappelle, en plus grand, le travail accompli en Indochine, lorsqu'il a fallu transporter et réimplanter 850 000 réfugiés du nord au sud du 17e parallèle. Une tâche immense, c'est vrai, mais pour un résultat déplorable. Delouvrier et aussi Westphal, à qui le délégué général a confié le problème en ce début de 1959, sont en mesure de le constater. Et avec eux, tous ceux, enquêteurs officiels et journalistes, qui visitent ces camps de regroupement.

Le problème n° 1 pour ces déracinés, c'est la faim. La faim qui tenaille les ventres vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La faim qui a raison des plus



Distribution de vêtements dans un regroupement.



Regroupement près de Mansourah, Constantinois.



Des réfugiés construisent eux-mêmes leur maison.

privés de leurs moutons, leur unique source de chaleur, des nomade

faibles : les vieillards, les enfants, les infirmes. N'a-t-on pas vu les regroupés d'un camp situé à 4 kilomètres de Constantine se nourrir de l'herbe des champs?

C'est un phénomène constant et vérifiable partout : tout déplacement de population entraîne une amputation toujours sensible, parfois totale des moyens d'existence des intéressés. Cette règle vaut ici comme ailleurs, sinon plus. Dans les villages où l'expérience de regroupement semble le mieux réussie, les responsables admettent, néanmoins, que *le revenu par habitant a diminué d'un quart, sinon d'un tiers*.

La plupart des regroupés n'ont plus accès à leur ancienne terre, trop éloignée ou située en zone interdite. Ils ne la cultivent donc plus. Ils ne peuvent pas davantage faire paître ce qui reste de leur troupeau. D'ailleurs, ce qui reste, c'est souvent peu de chose. Car l'une des caractéristiques de ces regroupements, c'est la disparition quasi totale de l'élevage.

Aussi le lait, la viande, les œufs, base du régime alimentaire de ces pasteurs, sont-ils à présent pratiquement exclus de leur alimentation. Il en résulte un déséquilibre nutritionnel fondamental. Et l'on diagnostique chez les enfants une cirrhose de carence parfois mortelle.

C'est sans doute pour compenser ces carences que les regroupés n'hésitent pas, lorsque l'occasion s'en présente, à consommer des viandes avariées. Un rapport médical signale des « exemples précis de tentative d'absorption aux repas de viandes souillées ou en état de putréfaction, dont il est extrêmement difficile de convaincre l'indigène de se débarrasser ».

Les « indigents », ceux qui n'ont absolument aucune ressource, sont estimés à 200 000 parmi le million de regroupés. Ils se voient distribuer de maigres rations de céréales : en général, 11 kilos d'orge par adulte et par mois. Mais le plus grave c'est le caractère capricieux de ces distributions.

Non officielles, elles dépendent, le plus souvent, de la bonne volonté d'un fonctionnaire, d'un officier. Le départ de celui-ci pour une autre affectation peut signifier l'arrêt de l'assistance alimentaire ou sociale. Un centre, où les distributions sont pourtant les seules ressources du tiers des regroupés, est resté ainsi quarante-cinq jours sans recevoir une seule poignée de grain.

Des bébés morts de froid

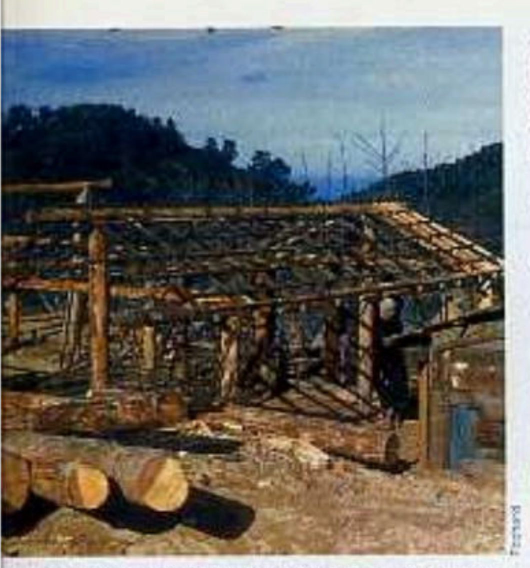
Le fellah sait d'expérience que la terre d'Algérie est menacée de sécheresse. Aussi, malgré sa pauvreté, a-t-il coutume, depuis toujours, de stocker pour les jours sombres une réserve de grain couvrant la consommation d'une année pour sa famille. L'importance de la cachette – la *matmora* – est à la fois une garantie et le symbole essentiel du prestige du chef de famille. Que la *matmora* vienne à être confisquée ou qu'elle soit abandonnée et c'est le signe que le paterfamilias n'est plus en mesure de nourrir les siens. Misère physique à laquelle s'ajoute la misère morale, car le regroupé est doublement atteint dans sa dignité : placé vis-à-vis du commandement dans un état de dépendance totale, il ne faut plus rien attendre de son initiative.

Gravement sous-alimentés, les hôtes des camps de regroupement sont aussi, la plupart du temps, logés dans des conditions lamentables. Pénétrons à la suite du reporter de *la Dépêche quotidienne* dans l'un de ces centres : « Un véritable village s'est constitué à l'intérieur de ce qui fut autrefois une étable juste assez vaste pour y abriter une vingtaine de vaches, écrit-il. Combien sont-ils là-dedans? Cent? Deux cents? Ou le double?... Des murs crasseux noircis par la fumée. On y alimente des foyers d'enfer et il faut véritablement être habitué pour rester plus de cinq minutes dans cette atmosphère étouffante où les odeurs de cuisine se mêlent à celles que dégagent ces dizaines de corps perpétuellement enfumés par des *kanouns* qu'attisent des femmes revêtues d'oripeaux multicolores. »

Ce n'est pas, il est vrai, partout le même spectacle. Il existe même des villages de maisonnettes « en dur » pourvues de l'électricité. Mais l'on y découvre que la technique ne remplacera jamais l'habitat traditionnel. « Il n'est pas certain, écrit un enquêteur officiel avec une pointe d'humour noir, qu'un sol de ciment soit préférable à la terre battue pour des plantes de pied nues et pour des hommes qui couchent à même le sol. »

Le cas des nomades du Sud est plus typique encore. Ils vivaient exclusivement de leurs troupeaux. Le mouton était non seulement leur nourriture, leur vêtement, leur fortune, mais il constituait aussi pour eux la seule source de chaleur: on cohabitait avec le troupeau. Repliés sans leurs bêtes dans ces constructions neuves, ces bergers ne supportent pas les rigueurs de l'hiver. Les enfants surtout. Et il n'est pas rare que l'on retrouve au petit matin des bébés morts de froid.

Car la mortalité chez ces pauvres gens fait des ravages. Dans un village de la vallée de la Soummam où 900 enfants ont été recensés, il en meurt un par jour. Cette mortalité n'est pas compensée par la natalité. Le taux de celle-ci n'est que de 25 pour mille dans les camps. C'est-à-dire deux fois moindre que pour l'ensemble des musulmans d'Algérie. » La pyramide des



De futurs gourbis. Parfois, des douars sont reconstitués.

urront au cœur de l'hiver

âges, note à ce propos un officier S.A.S., présente une étrange physionomie. Les classes d'âge les plus jeunes révèlent un déficit féminin dû à la volonté des parents de sauver de préférence les garçons. Un fellah que Dieu a doté d'un fils ira lui-même le présenter au médecin s'il est malade. Il le fera moins facilement s'il s'agit d'une fille. »

Ce qui n'empêche pas que, dans la plupart des centres, le nombre des hommes soit de beaucoup inférieur à celui des femmes. Surtout dans les classes mobilisables. Entre quinze et vingt-cinq ans, on compte plus de deux femmes pour un homme. Les maquis F.L.N., l'armée française... et les cimetières ont pris les garçons.

Mais ce qui domine dans ces camps du malheur, c'est l'élément juvénile : marmaille en haillons, grouillante, criarde, pitoyable, au ventre ballonné, au regard indicible chargé de toute l'injustice du monde. Un village de 1 200 regroupés compte plus de 900 de ces petits déshérités perpétuellement à la recherche d'un croûton ou d'une poignée d'orge à dévorer. Dans leurs rangs, les maladies, et d'abord la tuberculose, font des ravages. Médecins, religieuses, infirmières attachées aux dispensaires, signalent que la tuberculose, qui était en régression depuis dix ans, revient au galop, la sous-alimentation aidant. Un médecin de l'Assistance publique note : « Les enfants en bas âge sont le plus souvent dans un état de dénutrition tel qu'aucune thérapeutique médicamenteuse ne peut atteindre son but. »

Cette situation, si on ne la révèle pas en place publique, est cependant connue des autorités. L'honnête Massu lui-même déclare : « J'ai découvert, à 37 kilomètres d'Alger, près de Palestro, des populations dont le niveau de vie, et en particulier la situation des enfants, était inférieur à tout ce que j'ai connu de plus misérable en Afrique noire. »

La métropole est tenue dans l'ignorance de ce qui se passe dans les villages regroupés. D'ailleurs, qu'est-ce que c'est que les regroupements? Surtout, l'opinion française est à cent lieues d'imaginer qu'un million d'êtres humains, à deux heures d'avion de Paris, ont dû ainsi abandonner leur maison, leur terre, leur troupeau pour se retrouver dans l'univers concentrationnaire des camps. Jusqu'au jour où éclate la « bombe de Bessombourg ».

Cette bombe revêt la forme d'un article qui paraît un matin dans *le Figaro*. Pierre Brisson, directeur du quotidien, auquel sont parvenus quelques échos de ces regroupements, a dit à Pierre Macaigne, l'un de ses meilleurs reporters : « Allez donc faire un tour dans ces camps et racontez-nous. »

Et le 22 juillet 1959, à la « une » du journal matinal, s'étale un reportage qui scandalise les lecteurs et leur donne mauvaise conscience.

Distribution de pain au regroupement de Flatters.

Dans l'Ouarsenis, passage du sanitaire de la Croix-Rouge.



Le regroupement de Chetouane : pas de progrès social.



Centre près de Bessombourg, dans le sahel de Collo.

Une chaleur fauve

« Je reviens d'Algérie, raconte Macaigne. Dans certains centres de regroupement, on a faim. Je n'oublierai pas facilement ces bras guère plus gros qu'une canne, ces visages craintifs, ces faces creuses. Ce sont des images qui obsèdent. A Bessombourg, notamment... »

Le journaliste décrit la condition misérable des 2 774 hôtes — dont 1 800 enfants — de cet ancien centre d'exploitation forestière de la presqu'île de Collo. Un tiers d'entre eux occupe des maisons en dur, les deux autres tiers s'abritent sous des tentes.

« Entassées au p'tit malheur, à quinze personnes par tente, depuis juin 1957, ces épaves vivent là, dans un mélange humain indescriptible.

« J'ai eu la curiosité d'entrer sous une tente, poursuit le journaliste. Il y règne en ce moment, sous la toile, une chaleur fauve qui dépasse largement les 40 degrés. Autant dire que la vie y est intenable... Beaucoup d'enfants ne peuvent se rendre à l'école faute de vêtements... Beaucoup ne portent qu'un semblant de chemise déchirée qui les couvre à peine... »

Pierre Macaigne donne à ses lecteurs le détail des maigres rations que perçoivent les déshérités de Bessombourg : 120 g de semoule par jour. Il est impossible de faire plus sans risquer la disette. Aucune distribution de matière grasse n'a été faite depuis huit mois. Aucune distribution de sucre depuis un an. Aucune distribution de savon depuis un an. Aucune distribution de pois chiches depuis un an...

« Ces regroupés, conclut le reporter du *Figaro*, étaient pour la plupart des cultivateurs qui n'ont plus aujourd'hui ▶

Une journée aux U.T.

Tous les dix jours, parti de chez moi après m'être harnaché en guerre dans un uniforme plus bidasse que martial, je me pointais à 18 heures au Clos-Salembier, quartier d'Alger à forte population musulmane. En qualité de sergent-chef de réserve mobilisé aux U.T., j'avais la responsabilité d'assurer la garde comme chef de poste. Lourde responsabilité quand on a sous ses ordres des civils endurcis, dont le principal souci est de couper aux tâches ingrates, fatigantes et peut-être même dangereuses du métier militaire.

Chaque fois, c'était le même drame : tandis que mes hommes se faisaient attendre, ceux dont ils devaient prendre la relève n'avaient en tête qu'une idée : rentrer chez eux! Et chaque fois le miracle se produisait : après une demi-heure de battement, l'effectif était au complet.

Pendant que s'échangeaient les petits potins habituels = et Dieu sait si, à l'époque, les sujets étaient abondants! –, j'établissais les tours de garde et de patrouille pour la nuit et la journée à venir.

La garde au poste se prenait sur un mirador qui dominait le local de notre cantonnement.

Quant aux patrouilles, elles étaient de deux sortes : les unes, à poste fixe, établies en général aux carrefours, avaient pour mission de stopper les voitures, de contrôler les papiers du conducteur et des passagers et de faire ouvrir les coffres. Évidemment, il n'était pas question d'intercepter tous les véhicules. Les autres patrouilles, en général trois hommes et un sergent, parcouraient les rues, interpellant les passants porteurs d'une valise ou d'un couffin, et en contrôlaient le contenu (le choix des personnes contrôlées devait évidemment se faire à la tête du client, car tous ceux qui ont vécu en Algérie savent que jamais un Arabe ne se déplace sans transporter un paquet quelconque).

Quand, quelquefois, il arrivait à la patrouille de tomber sur un élément qui paraissait suspect, l'intéressé était conduit chez les parachutistes cantonnés au Clos-Salembier, qui, eux, disposaient d'un fichier à jour et complet des gens recherchés.

Un itinéraire de patrouille particulièrement recherché était celui qui passait par la piscine Lung, de la Croix-Rouge. En calculant pour y arriver vers midi, on était assuré que le gérant offrirait l'anisette et parfois le déjeuner.

Je ne parlerai plus de questions de service, mais de l'emploi du temps au repos. Réveil vers 7 heures, pliage des couvertures, coup de balai et cérémonie du petit déjeuner. Une cagnotte assurait l'approvisionnement en café, lait condensé et croissants apportés la veille par un camarade pâtissier. Puis lavage et briquage des voitures : chaque U.T. ou presque, venant en voiture, mettait à profit cette journée pour s'occuper de son véhicule. D'un commun accord nous prenions en charge celui du cuisinier, un professionnel de talent.

Les repas étaient gais puisque succulents, accompagnés de ce petit rosé dont nous gardons tous un souvenir ému.

Après le dîner, projection de photos de vacances, gaillardement commentées, et de films que la morale de l'époque réprouvait. Ensuite, et suivant les goûts de chacun, cartes, lecture, bavardages très éclectiques et, enfin, dodo!

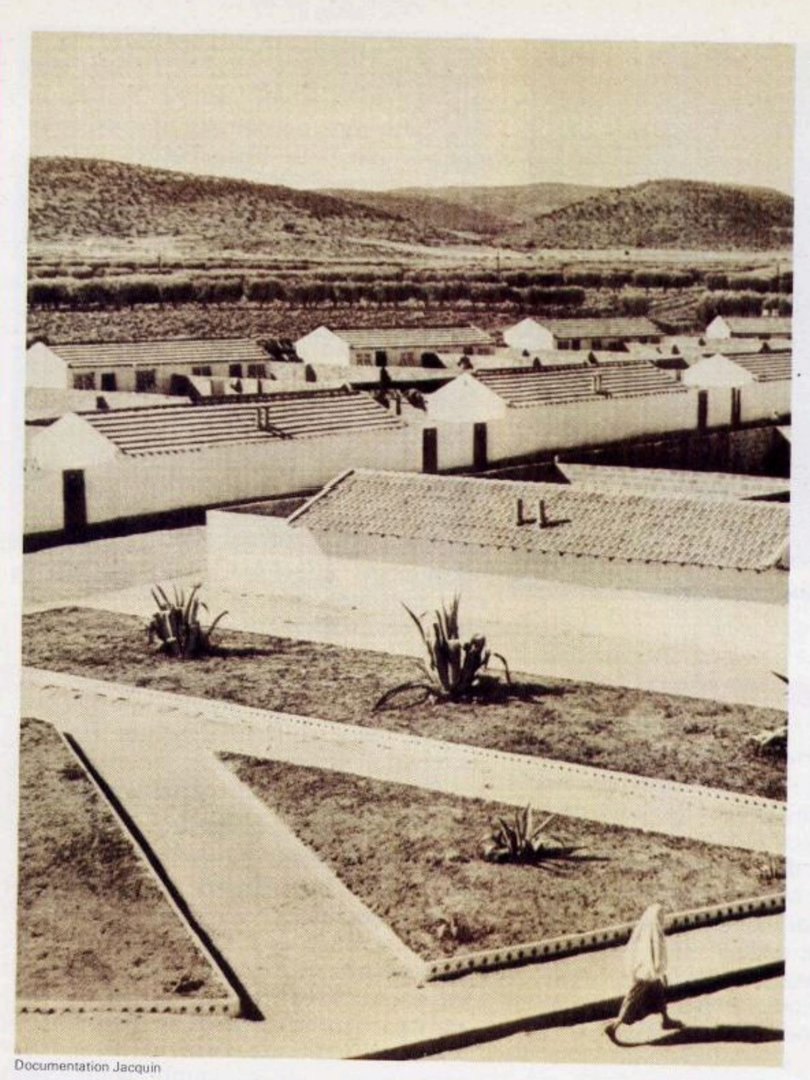
Nous étions relevés par la section suivante, le soir vers 18 heures, après la sieste de rigueur.

Tout compte fait, encore qu'écœurés pour le principe par cette intolérable servitude, nous n'étions pas mécontents de ces vingt-quatre heures entre bons copains, loin des tracas familiaux. Et puis nous avions conscience de faire notre devoir en libérant l'armée de tâches subalternes pour lui permettre d'accomplir sa véritable mission.

Recueilli auprès de J. COURJON



La garde : une des servitudes du « territorial ».



Documentation Jacquin

◀ En Oranie, le village de regroupement de Zelemta : un modèle du genre. Certains de ces villages, construits selon les normes de l'amélioration de l'habitat rural, vont offrir aux fellahs de grandes possibilités de progrès social et les bienfaits de la « civilisation » : des maisons en dur, l'eau courante et l'électricité...

Paul Delouvrier, ici ▶ avec le général Massu. Il y a une vive opposition entre les responsables civils et militaires en ce qui concerne le bien-fondé du regroupement des populations. Il est certain que, malgré les sommes considérables dépensées par la France et les efforts de l'armée, les résultats, en fin de compte, sont très contestables.

entre l'armée et les gens du G.G., la guérilla entre dans une phase plus aiguë

la possibilité de cultiver leur terre en zone interdite. Ils n'ont donc plus de ressources. De son côté, la commune de Bessombourg, sur le territoire de laquelle le camp est installé, ne laisse aucune terre utilisable à la disposition de ses nouveaux occupants. Alors, comment survivre? L'administration qui, depuis deux ans, lutte pour aider ces malheureux voit ses moyens s'amenuiser et va se trouver bientôt dans l'impossibilité d'accorder jusqu'à l'aide symbolique qu'elle s'efforce de maintenir. »

Le « papier » de Pierre Macaigne fait grand bruit, tant à Paris qu'à Alger. Les intellectuels de gauche, la Ligue des droits de l'homme, nombre d'associations et d'organisations enfourchent ce cheval de bataille, rédigent des communiqués, font signer des pétitions, sensibilisent l'opinion. Mgr Feltin, archevêque de Paris, et le pasteur Boegner lancent un appel pour venir en aide aux regroupés. Des collectes sont organisées par le Secours populaire, l'organisation protestante la Cimade, le mouvement « Protection de l'enfance »...

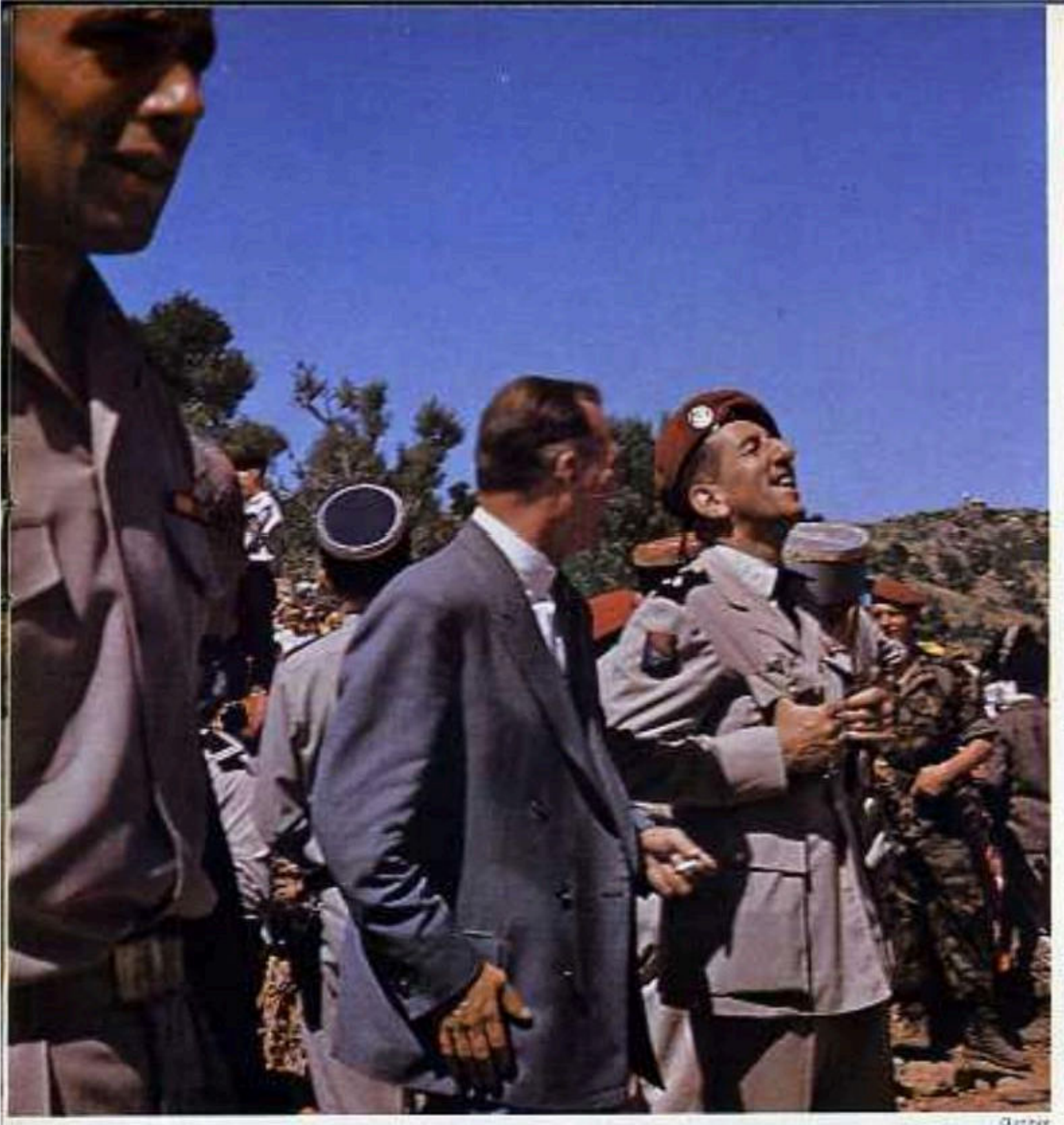
Paul Delouvrier et son équipe n'ont pas attendu que l'opinion s'émeuve pour tenter de faire quelque chose. Les enquêteurs du délégué général lui ont fourni tous les éléments qui lui ont permis de prendre très vite conscience du problème. Le 31 mars 1959, dans une directive à tous les responsables civils et militaires, le délégué général donne l'ordre de suspendre tous les regroupements et de concentrer tous les moyens sur l'amélioration de ceux qui existent (1).

Les « mille villages »

Suspendre les regroupements... Voilà qui ne fait pas l'affaire des militaires. Ils voient d'un très mauvais œil ces gêneurs de la Délégation générale fourrer leur nez dans leurs affaires.

(1) - La politique des regroupements, justifiée par des nécessités militaires, supposait l'organisation parallèle de la vie des regroupés. Cet aspect du problème qui ne pouvait être résolu que par des crédits suffisants – et considérables – n'a pas été réalisé d'une façon satisfaisante par l'administration.

D'autre part, les besoins militaires ont conduit certains chefs à pratiquer les regroupements sans mesure. C'est ce qui explique des critiques souvent justifiées. *(Note du général Beaufre.)*


Gamma

VILLAGES DE PAIX ET CAMPS DE MALHEUR...

C'est finalement l'armée qui sera responsable de l'organisation, de la construction et de la défense des centres de regroupement. De quels moyens matériels et humains disposait-elle pour réaliser ces missions? Les résultats obtenus furent-ils ceux que souhaitaient les autorités civiles et militaires en Algérie? Quelle fut la position du Front de Libération nationale à l'égard de ces villages où l'on trouvait souvent le meilleur et le pire?

LES regroupements de population en Algérie feront couler beaucoup d'encre. Certains affecteront de n'y voir que les atteintes aux libertés et à la conscience de la France provoquées par une guerre qui ne voulait pas dire son nom. On imputera à l'armée – c'est une position toujours commode – la responsabilité des mesures de regroupement.

En réalité, les regroupements de population n'ont pas débuté en Algérie avec la guerre. Le problème est ancien, vieux comme le monde, dès lors qu'il s'agit de faire passer des hommes du stade de la nomadisation à celui de la sédentarité ou de reconvertir les masses rurales sous l'aiguillon d'une démographie cavalcadant très au-dessus des ressources d'une terre ingrate. La France possède, elle aussi, depuis toujours, ses regroupements, inavoués, de travailleurs étrangers.

Les impératifs de la lutte

Dès 1944, des ruraux, individuellement ou par familles entières, accourus du bled où ils ne trouvent plus place, s'entassent aux portes des grandes villes algériennes dans d'infâmes bidonvilles, attendant, souvent déçus, un travail quelconque, c'est-à-dire le pain quotidien.

Les municipalités – et nombre d'entre elles, celle d'Alger en particulier, se prétendaient volontiers généreuses – ne feront pas disparaître ces verrues sociales. A Alger, les réalisations immobilières de Jacques Chevallier rejetteront simplement les bidonvilles sur la périphérie; chaque jour voyait se gonfler le lot des candidats au travail.

Toutes les idées subversives et nationalistes trouveront là, bien entendu, un terrain d'élection.

Le regroupement des populations n'est donc pas sorti du cerveau d'officiers

Alors ils ont pris la responsabilité du destin des populations déplacées.

Aussi, la guérilla qui, depuis l'arrivée à Alger de Delouvrier, oppose le commandement aux civils du G.G. n'a pas cessé, mais, de façon feutrée, elle entre dans une phase plus vive, plus aiguë. Pas de pacification possible sans regroupement, disent les militaires. Et d'ignorer la directive du 31 mars. On continuera à regrouper. Mais à un rythme ralenti, il est vrai.

Puisque c'est ainsi, raisonne Delouvrier, confions le problème à un militaire – mais à un militaire en qui je puisse avoir toute confiance. Et il nomme le général Gaston Parlange inspecteur général des centres de regroupement. Ce bledard de soixante et un ans a fait l'essentiel de sa carrière au Maroc, à la tête des tabors et des goums notamment, puis en Algérie où il a tenu la préfecture de Batna. Il a l'autorité qu'il faut pour obtenir de ses collègues que tout lui soit montré et qu'ils observent les instructions de l'autorité responsable. Respecté et obéi des militaires, fort bien vu des civils, le général Parlange n'est suspect aux yeux de personne. Il pourra faire du bon travail.

Et l'on met tout en œuvre pour que s'améliore la situation des regroupés. Le but à atteindre : faire en sorte que tous ces désœuvrés trouvent à s'employer, que la population se remette au travail pour qu'elle puisse assurer elle-même le soin de sa subsistance.

Pour donner aux services techniques l'impulsion nécessaire et pour faciliter leur tâche, le délégué général met sur pied des équipes itinérantes qui groupent, au niveau de chaque préfecture et souvent de chaque arrondissement, un officier des affaires algériennes et un ou deux spécialistes : agronome, hydraulicien, ingénieur des travaux, etc. Il lance le programme des « mille villages », unités sociologiques et économiques qu'il entend substituer aux centres de regroupement.

Fin 1959 la situation des regroupés s'est déjà considérablement améliorée. Le problème est sur le point, sinon d'être résolu, du moins de déboucher sur une solution à peu près satisfaisante. Mais d'autres soucis, d'autres préoccupations vont faire passer au second plan les regroupements. Au début de 1960, des nuages s'amoncellent, qui retiennent toute l'attention et ne vont pas tarder à mobiliser en fait toute l'énergie de la Délégation générale. H

Pierre-Albert LAMBERT

dans les centres, le problème de l'emploi est rarement résolu

obnubilés par la guerre révolutionnaire et par leur expérience indochinoise.

Les impératifs de la lutte contre la rébellion ont, certes, accéléré le processus des regroupements, mais ils n'en ont pas été les seuls motifs. Bien des regroupements sont nés du désir d'arracher la population musulmane à son taudis rural, à son isolement anarchique en petites agglomérations fermées à toute vie moderne, même la plus modeste.

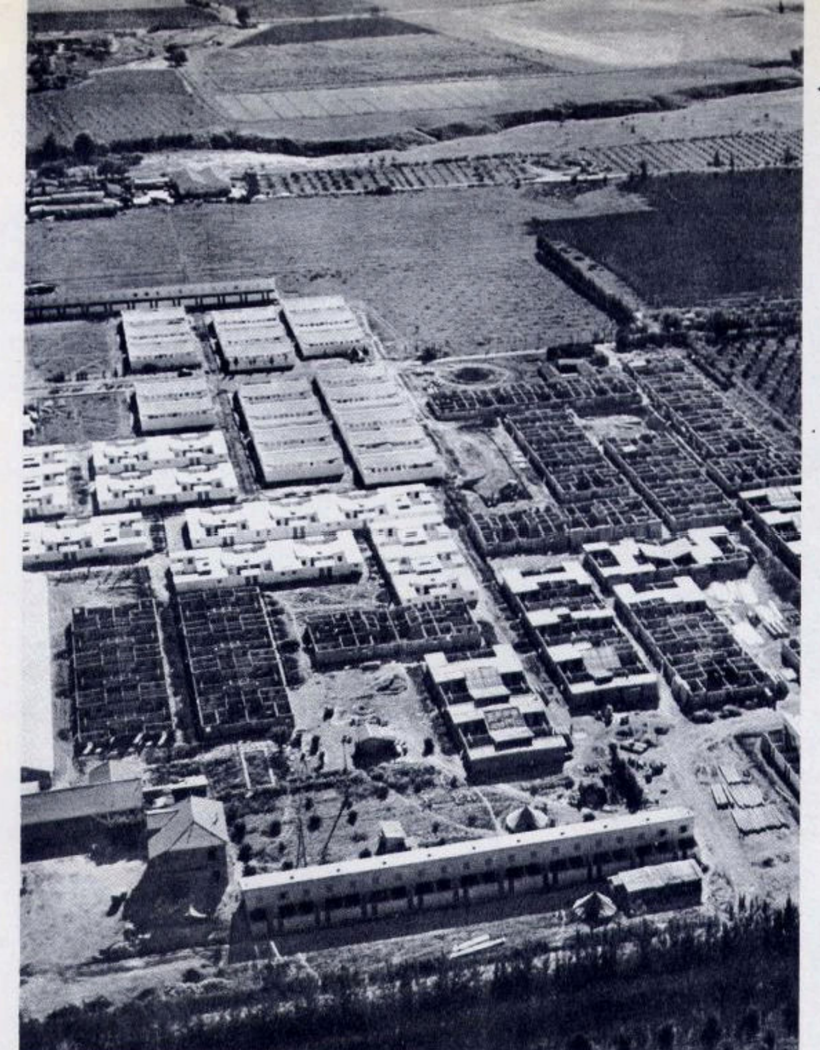
Les premiers regroupements provoqués par la guerre d'Algérie naissent en 1955 dans les Aurès-Nemencha, premier foyer de la rébellion, lorsqu'il devient évident que la faiblesse de nos effectifs ne permet pas de mettre chaque village à l'abri des pressions rebelles. Les gouvernements Mendès-France et Edgar Faure refusent au général Cherrière, commandant la Xe région militaire, la création de milices d'autodéfense. Les autorités civiles, préfets et sous-préfets, marquaient peu d'enthousiasme il est vrai pour distribuer des armes à la population. Lorsque, plus tard – trop tard –, on s'y résoudra, la plupart des villages, inquiets des succès des fellaghas, les refuseront.

La décision de procéder aux regroupements de population sera prise par les préfets responsables du maintien de l'ordre. Avec l'extension de la rébellion, la formule finalement s'étendra à toute l'Algérie.

La « nuit rouge » de la Soummam

On regroupera donc, sous la protection de postes militaires, soit des villages où le F.L.N. trouve ravitaillement et asile, soit des villages terrorisés par les rebelles. Le C.C.E. venait en effet de décider « de brûler tous les villages qui demanderaient la protection de la France et d'y abattre tous les hommes de plus de vingt ans qui y habitent, tout en épargnant les femmes et les enfants ».

La « nuit rouge » de la Soummam, où un millier de villageois seront égorgés pour avoir fourni quelques harkis, n'est qu'un exemple de ces expéditions punitives qui se compteront par centaines, où, malgré les ordres du F.L.N., les rebelles n'épargneront ni les femmes ni les enfants. D'ailleurs, protestera à ce sujet le commandant de la wilaya 4, Si M'hamed, auprès du C.C.E., « pourquoi nous imposer des restrictions puisqu'on ne peut, dans les maquis, les respecter ? »



◀ Un village de regroupement dans la Mitidja. Des maisons alignées au cordeau comme sont les arbres fruitiers de cette belle plaine. Lacoste fit édifier en trois ans 360 villages nouveaux. Mais à côté de ces réussites certaines, de combien de camps de « clochards » est parsemée l'Algérie !

Village de regroupement ▶ en construction autour de la S.A.S. de Boulet, en Oranie. En attendant de pouvoir emménager dans les maisons en « dur », les réfugiés vivent sous la tente. Ici, ni miradors ni barbelés. Dans ces villages nouveaux, on ouvre des écoles, des ateliers, des ouvroirs, des dispensaires. On peut parler de réussite.

Document Jacquin

Les terres, vidées de leurs habitants, sont déclarées zones interdites et justiciables sans préavis des feux de l'aviation, dont l'efficacité, à vrai dire, faute de moyens et aussi... d'objectifs, se montrera fort aléatoire. Il est faux d'affirmer, comme la propagande de l'adversaire le prétendra, que les regroupements ont eu pour but de créer des « zones de mort ».

En 1959, d'ailleurs, à mon instigation, le général Challe supprimera ces zones interdites ; elles deviendront les parcours de chasse privilégiés des commandos pour y empêcher la réinstallation de l'adversaire.

La population des centres, regroupée, plus proche de l'administration, désormais protégée, échappe à la propagande et au terrorisme de la rébellion ; les mots d'ordre de celle-ci circulent encore, mais ils ne sont pas suivis. Si les émissaires du F.L.N. ne manquent pas de rendre les Français responsables des contraintes inhérentes au regroupement, l'action psychologique, de son côté, rappelle à satiété les méfaits de la rébellion, les réquisitions de vivres et d'argent, les enlèvements de femmes et de jeunes filles, l'égorgement des troupeaux et des chiens, l'assassinat des notables.

En 1958, cinq cents centres sont constitués en autodéfense, assurant leur propre sécurité.

A partir de 1959, les ressources de cette population, lorsqu'elle était, dans le bled, livrée à sa discrétion, manqueront terriblement au F.L.N.

En mars, un message chiffré à l'adresse de Tunis, émanant de la wilaya 4, indique : « Les Français poursuivent le regroupement des populations, tarissant l'impôt et le ravitaillement. Les populations perdent confiance en nous. Il faut agir sur l'opinion publique pour exiger le retour des habitants dans les douars de la montagne. »

En décembre 1959, message du commandant de la zone 8 de la wilaya 5 englobant le djebel Amour, les Ksour et une partie des hauts plateaux, une région où cependant la nomadisation n'a pas été interdite mais où elle est sérieusement contrôlée : « Nous sommes coupés de la population regroupée par les forces de l'ordre. »

En avril 1960, Si Salah, commandant de la wilaya 4, proteste auprès de Krim Belkacem : « Vous n'avez rien fait pour obtenir la suppression des regroupements. Nous sommes coupés de tout. La population ne nous suit plus. »

Si Salah est mal averti ; les plaintes de l'intérieur ne sont pas restées sans écho ; non seulement le G.P.R.A. dénonce avec violence les centres de regroupement : des camps de concen-



Document Jacquin

tration et d'extermination, affirme-t-il, mais Krim Belkacem, début 1959, a alerté Edmond Michelet, garde des Sceaux, et le gouvernement a donné l'ordre de surseoir à tout nouveau regroupement.

Certains centres, en effet, prêtent le flanc à la critique, les regroupés y végètent dans d'inadmissibles conditions que la propagande de l'adversaire, affectant d'ignorer les autres, exploite vigoureusement.

Un bouillon de culture

Pourtant, l'administration et l'armée ne sont pas restées inactives. En trois ans, de 1956 à 1958, Lacoste a fait édifier 360 villages nouveaux, tels ce village de la Mitidja, un modèle du genre, celui de Zelemta, en Oranie, et celui de Boulet, également en Oranie, où progressivement l'habitat en dur se substitue aux tentes marabouts; dans aucun de ceux-là on ne trouve trace de ces miradors de surveillance ou de ces barbelés dénoncés si complaisamment encore que parfaitement justifiés par le terrorisme du F.L.N.

On ouvre des écoles, des infirmeries, des ouvroirs, des ateliers... L'armée transforme ses soldats, ses sous-officiers, ses officiers en administrateurs, instituteurs, infirmiers, moniteurs de jeunesse, maîtres d'apprentissage. Les médecins militaires prodiguent leurs soins, vaccinent : ces regroupements risquent de devenir des foyers d'épidémie; pourtant la mortalité y est plus faible que la moyenne algérienne.

L'effort financier est considérable, mais il est, hélas! insuffisant car les besoins sont immenses. Et surtout, le problème du travail est rarement résolu, les hommes vivent dans l'oisiveté, toujours mauvaise conseillère. Éloignés de leurs champs, ils répugnent à cultiver les lopins distribués auprès des centres, prélevés sur les terres mises au repos, mais qu'on force grâce aux engrais.

Malgré les bonnes volontés, il reste aussi des regroupements pitoyables où les ménages vivent dans une promiscuité indigne, où la pitance quotidienne distribuée est une ration de famine.

Or l'armée, forte de son expérience d'Indochine, n'ignore pas que les villages regroupés, s'ils ne trouvent pas des conditions de vie décentes, constituent pour les idées subversives un bouillon de culture idéal. Elle l'a à maintes reprises répété.

Aussi, le premier grand rapport qui réunira, en décembre 1958, en présence de Paul Delouvrier, les généraux de corps d'armée, superpréfets depuis mai 1958, les verra évoquer longuement le problème.

Ils souligneront la précarité de certains regroupements, la faiblesse des moyens dont ils disposent et aussi notre incapacité — que Massu stigmatise avec sa verdeur habituelle de langage — à fournir du travail aux regroupés.

Le plan de Constantine, promet le délégué général, apportera une solution au problème de l'emploi. En fait, étriqué, visant à une industrialisation concurrentielle et à une modernisation par la mécanisation de l'agriculture, le plan est à trop longue échéance pour résoudre les difficultés de l'heure.

Les aléas de la guerre

Delouvrier établira un plan dit « des mille villages ». Sur le papier, ce plan doit recaser près d'un million d'individus de manière correcte et économiquement acceptable. Ce plan démarrera lentement et s'essoufflera vite. Il y manquait au plus haut échelon des animateurs dévoués et désintéressés. Or gravitaient autour du délégué général trop de personnages plus prompts à dénoncer, sous des prétextes humanitaires, les vices d'un système si peu propice aux menées de la rébellion qu'à porter vraiment remède à la misère des hommes. A partir du discours du général de Gaulle sur l'autodétermination (16 septembre 1959), les centres sociaux mis en place s'attacheront surtout à convaincre les regroupés que l'indépendance mettrait fin à leurs avanies. Delouvrier, saisi, par un officier de son état-major, de cette propagande qui minait celle des officiers S.A.S., orientés, selon ses ordres, vers la solution la plus française, avouera son absence d'autorité sur les centres sociaux qui relevaient... de l'Éducation nationale.

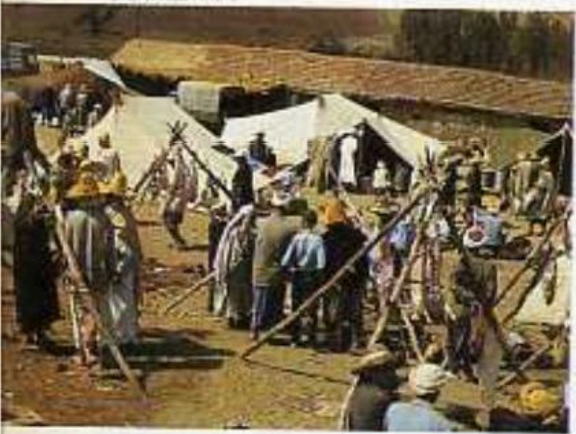
Alertées par quelques articles de presse et aussi par des rapports d'autorités civiles et militaires ne fardant pas la vérité, les organisations les plus diverses, de la Ligue des droits de l'homme à l'archevêque de Paris, s'agiteront et battront le rappel les uns des âmes charitables, les autres des consciences indignées. Pour les premières, force est de constater que leurs efforts resteront modestes.

Quant aux secondes... Pourquoi ne pas les renvoyer à cette émission de la Télévision française sur l'Algérie d'après guerre, montrant avec complaisance un nouveau village ouvrant à une vie nouvelle les habitants d'une oasis du Sud? Ce village est un centre de regroupement créé par la France!...

Certains regroupements malheureux, inadmissibles, scandaleux, ne suffisent pas pour porter condamnation d'un système mettant les habitants à l'abri du terrorisme F.L.N. et des aléas de la guerre et tendant à les soustraire à la « clochardisation ». H

Général JACQUIN (C.R.)

BOURHANE AU FIL DES JOURS



Un marché très animé, comme il y en a tant en Algérie.

Il s'agit du commandant d'une compagnie appartenant à un bataillon de tirailleurs algériens, à la fois opérationnel et implanté, partageant donc ses activités entre les opérations et la pacification. Comme tant de ses camarades, cet officier était placé face aux aspects délicats et passionnants du commandement des musulmans, dont il est facile d'imaginer les courants psychologiques divers, alors que, beaucoup plus aptes à la vie opérationnelle qu'à la vie sédentaire, ils se trouvaient engagés personnellement dans le conflit. En un mot, n'appartenant ni à l'élite aux treillis camouflés ni à la médiocrité sans âme, cette compagnie représentait un échantillon de l'infanterie, arme solide et courageuse. Elle formait une véritable famille.

D'UN effectif de l'ordre de deux cents, pauvre en officiers (seul le commandant de compagnie, au demeurant cyrard, ancien chef de section de tirailleurs en Indochine et, qui plus est, ex-prisonnier du Viet-Minh, appartenait à l'active), très pauvre en sous-officiers d'active européens (deux en moyenne), faiblement dotée d'appelés français, dont la plupart occupaient, avec un dévouement digne de tout éloge, les postes clés, la compagnie possédait un remarquable encadrement en sous-officiers musulmans, de nombreux tirailleurs valables, doués des défauts et qualités habituels, et quelques appelés F.S.N.A.

Vétuste comme toujours dans les unités non « spécialisées », le matériel s'essoufflait : quatre vieux G.M.C. (1 par section), une jeep, deux half-tracks à bout d'usure destinés aux convois, des F.M.-Bar venus de l'O.T.A.N., des P.M. 49 et des fusils 36, de vieux postes S.C.R. 300 lourds et encombrants, un 694 assurant les liaisons avec le quartier... et une mitrailleuse Hotchkiss ne tirant plus que coup par coup pour la défense du poste.

Celui-ci, appelé Bourhane, était isolé à 40 kilomètres à la ronde. Il avait été installé dans une école relativement neuve à laquelle avaient été ajoutés, au gré des événements, et par les moyens du bord, des blockhaus en briques et terre, des barbelés enchevêtrés, un mirador en bois, une soute à munitions et quelques baraques en tôle pour abriter la garnison. Au sommet du mirador flottait le drapeau sur un ciel éternellement clair et pointait l'antenne « fouet », seul lien avec le monde ami. Proche, l'antenne « parapluie » du 300 était destinée au contact avec les sections en maraude, embuscade ou coup de main.

Le poste contrôlait à la fois la route nationale, le terrain de *Piper*, le souk entouré de quelques gourbis, et protégeait la S.A.S., l'école et le dispensaire... Il était situé à l'orée du village, au centre d'un sous-quartier vaste comme un département et diversifié dans son relief, sa population et ses activités agricoles : cultures ou pâturages assez pauvres.

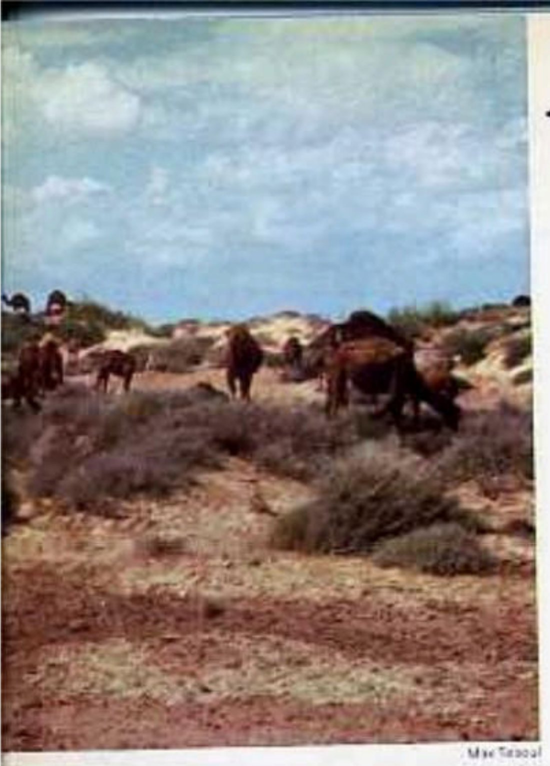
Au nord, prolongeant l'Atlas tellien, une chaîne de montagnes érodées dominant la fournaise; au sud, l'immense chott entouré de sel, blanc comme neige, souvent auréolé de mirages; dans l'intervalle, la plaine alluviale, profondément échancrée dans des cours d'eau souvent à sec, parfois en crue. Au demeurant, cette zone présaharienne n'était pas exempte des rudesses de l'hiver. L'habitat, groupé dans des enceintes d'aloès et de cactus en zone montagneuse, dispersé en mechtas de *toub* ailleurs, rassemblait une population pauvre, pacifique et laborieuse, accueillante aux transhumants de l'*achaba* dont les tentes sombres fleurissaient un soir pour s'évanouir au petit jour. Son attitude allait de l'indifférence à la défiance ou à l'hostilité suivant que l'O.P.A. ou nous-mêmes avions marqué des points!

Le « petit menteur »

Le jour du souk revenait-il toutes les semaines ou toutes les quinzaines? Je ne m'en souviens pas, mais c'était un grand jour d'animation, de couleur et de contact, où la concentration de population faisait croître les risques d'attentats, et sa densité servait de baromètre à l'emprise de l'adversaire.



T-6. accidenté. Le T-6. est un avion d'entraînement modifié utilisé pour la reconnaissance et l'appui feu.



◀ Dans le chott el-Hodna, des dromadaires, tranquillement, paissent l'herbe maigre. Le chott : un marécage immense d'eau saumâtre, aux rives incertaines, à sec le plus souvent. Dans cette zone présaharienne, les étés sont torrides et les hivers quelquefois très rudes.

Tôt le matin, après avoir fait mettre en place les sécurités nécessaires et les postes de contrôle, je montais au sommet du mirador. De là, aux jumelles, j'observais mon sous-quartier et, de partout, sur chemins et sentiers, voyais, comme des ruisseaux se jetant dans un lac, converger des colonnes de piétons, bourricots et chameliers. De 10 heures à 15 heures, l'animation était à son comble puis le souk se vidait soudainement : les fellahs désiraient rejoindre les douars éloignés sans affronter les traîtrises de la nuit.

Ce jour-là, mon dispensaire battait son plein, animé tantôt par l'infirmier de la compagnie, qui dispensait, doctement et sans complexe, l'assistance médicale gratuite et la consultation des nourrissons, tantôt par le médecin du bataillon, venu spécialement traiter les cas difficiles, en compagnie de l'A.S.S.R.A. (assistante sociale musulmane), chargée du contact avec la population féminine.

Accompagné du lieutenant chef de la S.A.S., j'évoluais au milieu de cette population sympathique et bruyante, disant bonjour à l'un, buvant un café à l'échoppe de l'autre, admirant les marchandises d'un troisième, réconfortant un malade, souriant et détendu quoique soucieux de la présence certaine, mais invisible de l'adversaire au sein de cette foule bigarrée.

De là, je faisais un saut à « mon » école, tenue par deux appelés européens et installée dans une grange où trente bambins espiègles et studieux s'initiaient à notre alphabet. Paradoxe bien administratif, l'Éducation nationale, par la voix de la S.A.S., me refusait toute aide scolaire (livres et crédits) sous le prétexte fallacieux que mon poste occupait un local lui appartenant !

Entre-temps j'avais eu l'occasion de serrer la main à un harki, de répondre à un message urgent, d'assister au tir d'une section, de faire le B.R.Q. (bulletin de renseignement quotidien), baptisé « petit menteur », et de passer à la roulante ou de vérifier mon armement..., car la vie de l'unité continuait.

C'était un beau jour, celui où se mesuraient les fruits de la pacification. J'étais heureux, au demeurant, de voir vivre ou revivre ce pays, songeant que nous tenions des Romains cette vocation qui, sur la terre africaine, aride et attachante, avait fait de nous, soldats de métier, des hommes voués aux entreprises de la paix.

Depuis quelque temps, mon O.R. (officier de renseignement), réserviste doué pour sa tâche et flairant l'adversaire, avait repéré un petit commando zonal qui évoluait aux confins de mon territoire, convaincu de l'impunité résultant d'une mauvaise liaison avec le secteur voisin. Rançonnant un douar, égorgeant un notable, aidant tel collecteur d'impôts, il s'évanouissait toujours. Le moment était venu de le saisir au gîte pour restaurer la confiance dans la zone où il sévissait. Fort de mon droit et évidemment sans en rendre compte, par souci du secret, je montai un coup de main, à la limite de mon sous-quartier, en étroite collaboration avec le commandant du sous-quartier voisin, appartenant d'ailleurs à une autre division. Celui-ci, excellent camarade et parfaitement coopératif, avait accepté d'emblée de me prêter son concours.

Par une nuit glaciale

Partant de nuit, nos deux unités devaient encercler avant le jour le point présumé de stationnement du commando et, par la suite, la sienne « bouclerait » les hauteurs à l'ouest, tandis que la mienne « ratisserait » et « fouillerait » le terrain, essayant de « lever » l'adversaire, que lui « cueillerait ».

Ainsi fut fait et, avec « Carmen » (indicatif radio de la compagnie), tous ordres donnés, par une nuit glaciale et sombre de janvier, nous quittâmes en silence Bourhane, tandis que de leur côté les trente cavaliers de ma harka partaient dans une autre direction, pour la diversion. J'aimais ces déplacements, l'imprévu était attrayant... Le spot lumineux de ma boussole et l'étoile Polaire étaient mes guides, l'itinéraire était connu par cœur, mes cent cinquante hommes, en pataugas, silencieux et rivés à mes ordres, faisaient corps avec moi, mes officiers et sous-officiers répercutant mes décisions.

Au petit jour, nous encerclâmes le point choisi, une petite palmeraie silencieuse entourant une belle et grande maison ressemblant à un fortin. Tout à coup, des rafales en partent. L'alerte a été donnée et, je l'avoue, nous sommes en fait surpris d'avoir réussi à surprendre un adversaire aussi défiant. ▶

Coll. particulière



Coll. particulière



A gauche : le poste de Bourhane, isolé à 40 kilomètres à la ronde, contrôle la route nationale, le terrain de *Piper* et le souk. *A droite* : liaison téléphonique dans le djebel.


E.C.P.A.

◄ Des Sikorsky s'apprêtent à atterrir. Ces appareils, cédés par les États-Unis à la France, sont utilisés avec succès dans le transport des troupes sur les lieux d'opération.

L'échange est violent et bref ; les réseaux radio instantanément ouverts ainsi que les coups de feu partis des crêtes à l'ouest nous prouvent que mon camarade est bien au rendez-vous ! Le silence retombe vite sur la palmeraie qu'incendie déjà le soleil. C'est l'heure de la fouille et du bilan, somme toute favorable, quoique bien humble. Deux tués sont trouvés près du fortin transformé en *merkez* (lieu de passage et de ravitaillement des bandes), ainsi qu'un important stock de vivres, deux ânes et... une jeune femme.

Un paysage lunaire

En face, le commando en fuite s'est heurté au bouclage et y a laissé un mort qui, suprême satisfaction, possédait un pistolet mitrailleur. Prise de guerre, cette arme appartient à mon camarade qui, récompensé de sa collaboration, pourra la compter à son bilan. De notre côté, un blessé léger que je ferai évacuer par hélicoptère, grâce à l'entremise d'un *Piper* passé là par hasard et « accroché » par le 300.

La victoire sourit aux audacieux, dit-on. Elle engendre certainement la confiance. La compagnie regagne le poste par un itinéraire différent, harassée, affamée et heureuse, vers 13 heures, escortant le « butin » : la jeune femme humblement à pied, le matériel porté par les ânes. Nous avons couvert une trentaine de kilomètres. Je libérerai ma prisonnière après l'interrogatoire et, plus tard, vendrai le matériel pour acheter le ciment nécessaire à mes constructions. Mon O.R. jubile et, pour une fois, sourit sous sa moustache.

La nuit fut courte. Vers minuit, un message urgent m'enjoignit de rejoindre, pour 4 heures, le P.C. du bataillon, distant de 40 kilomètres, prêt à partir en opération pour deux jours. L'alerte donnée, les chefs de section informés, la compagnie, habituée à ces départs inopinés, fut prête sans retard, frileusement entassée dans les G.M.C. La colonne, précédée et suivie d'un half-track, étant formée sur la route, tous moteurs tournant, vérifications faites, je pus, de ma jeep, donner l'ordre du départ. Convoi sans histoire jusqu'à Kébira, où, tandis que je recevais des ordres complémentaires, ma compagnie s'inséra sans tarder dans le convoi du bataillon. Deux heures après, nous arrivâmes à destination au pied d'un massif terrifiant qui se dessinait sur les lueurs de l'aube. Non loin, une formation d'hélicoptères H-34 mettait ses moteurs en route à force de crachotements. Et pour moi, aidé de mon adjoint, remarquable officier de réserve, je commençai le « fractionnement » pour un héliportage prévu par vagues de cinq hélicoptères, à raison, compte tenu de l'altitude, de cinq hommes dans chacun d'eux. Peine perdue, le jour levé, trois engins seulement étaient en mesure de prendre l'air et je dus tout refaire, décidant, évidemment, de partir avec la première rotation, comprenant mon P.C. allégé et un embryon de section. Et nous voilà, quelques minutes après, déposés à 1 532 mètres d'altitude, dans la neige, occupant, en attendant les renforcements espérés dans une demi-heure, le seul point fort du lieu, soutenus au demeurant dans cette solitude par les rondes rassurantes du *Pirate* (H-34 armé).

Ainsi, peu à peu, la compagnie se reconstitua par bribes sur ce plateau désolé et, liaisons prises, commença son mouvement qui devait la conduire à la fouille d'un cañon boisé, sombre et vertigineux. Quelques accrochages sporadiques permirent de faire des prisonniers qui révélèrent des caches où furent récupérées des armes en bon état. Mais la katiba recherchée s'évanouit dans ce paysage lunaire. Le rôle du commandant de compagnie se limitait alors au maintien de la direction, art souvent difficile, et au déplacement en sûreté de son dispositif toujours prêt à la riposte, chaque section protégeant l'autre. En outre devait être conservé le contact radio avec le P.C. bataillon, qui ignorait les difficultés du parcours !...

Touché par une rafale

Le crépuscule nous retrouva au pied du massif, exténués par cette progression difficile à travers rocailles et épineux. L'opération « démontée », nous devions rejoindre, sans attendre, Kébira d'abord, pour y prendre le ravitaillement, puis Bourhane. Ce fut le retour dans la nuit froide et, Kébira dépassée, avec ses lumières réconfortantes, à nouveau la route sombre. Le Col-des-Oliviers, point dangereux, franchi sans encombre, toute mesure de sécurité prise, le poste apparut dans les phares, rassurant. Il était minuit, une soupe chaude, commandée par radio, nous attendait.

La vie continuait : fouille de mechtas suspectes ou contrôle de population avec le concours de la S.A.S., déminage des points privilégiés (ponts, radiers, accès au poste, dépôts d'ordures, points d'eau), instruction des unités, remise en condition du matériel, consolidation des défenses, gestion de l'ordinaire, etc. Le journal de marche relatait chaque jour les événements petits et grands, la

Coll. particulière


Atterrissage au milieu d'une tempête de neige. Un climat qui réserve parfois quelques surprises désagréables...

radio apportait son contingent de messages « routine » ou « urgent ».

Un jour, un T-6, touché par une rafale, se posait en catastrophe sur le terrain de fortune, puis repartait, avarie réparée, avec un battement d'aile en signe d'adieu ; un autre jour, deux *Piper* étaient contraints de se poser par une tempête de neige ; une patrouille de chasse vous priait gentiment d'aller aux résultats d'un mitraillage effectué en montagne à cinq heures de marche au fond d'une gorge...

Tantôt des ingénieurs pétroliers venus de l'ouest demandaient une escorte jusqu'à Kébira, tantôt toute la compagnie devait partir tendre une embuscade pour la nuit à un point de passage présumé d'une bande... qui ne venait jamais. L'Indochine m'avait habitué à ces déceptions.

Le troc et le commerce faisaient partie de la vie courante, conséquence inéluctable du système français appelé « D ». Pour construire et aménager le poste, l'école, le foyer, l'infirmerie, les blockhaus, il fallait du ciment, du bois, du fer et divers matériaux. Or le sous-quartier bordait des zones déclarées « interdites » où la chasse, aérienne s'entend, était libre. Aussi les moutons, chèvres ou bestiaux comestibles qui étaient trouvés à l'abandon lors des raids étaient-ils déclarés prises de guerre et troqués ensuite contre les produits de première nécessité... Une belle brebis valait vingt-cinq sacs de ciment. Un beau mouton arrangeait tant de choses ! A Saint-Cyr, j'avais beaucoup appris, mais certainement pas le maquignonnage, la médecine ou l'architecture ! Le danger venait du commandant de secteur qui, dénué de ces ressources, surgissait à l'improviste en hélicoptère et, survolant le poste, dénombrait le troupeau, prélevant ensuite la dîme nécessaire à ses travaux.

Au crépuscule, le dispositif de nuit était mis en place et les harcèlements n'étaient pas rares. Ils donnaient sans danger aux « chacals » qui les effectuaient l'occasion de s'affirmer près de la population. La réponse efficace était le silence dédaigneux de la discipline du feu et les patrouilles fréquentes et inopinées, qui créaient aux alentours une zone d'insécurité. Malheur à qui était surpris, car le feu était ouvert sans sommation !

Le trésorier, l'aumônier ... et les compagnes !

Le poste s'enfonçait alors dans le silence nocturne, seulement troublé par le ronronnement de l'éolienne qui chargeait les batteries, la relève des sentinelles et les vacations du radio.

Ainsi s'écoulaient les jours avec leur attrait, leur monotonie ou leur incertitude, et jamais le capitaine responsable de cette communauté ne pouvait relâcher son attention, renoncer à son effort, en un mot penser à lui-même, soutenu en cela par la conscience de ses vastes responsabilités et la confiance de sa troupe.

Une harka de trente cavaliers complétait la garnison, installée avec familles, chèvres et moutons dans un petit bordj de terre rouge proche du poste, auquel il était relié par un vibraphone (téléphone magnétique).

Elle avait fière allure avec ses harnachements rouges de spahis, fournis par l'intendance, et ses chevaux fougueux, « récupérés » au cours des coups de main. Elle participait à toutes les activités, protégeant les convois, fouillant la plaine ou poursuivant les fuyards. Quelle satisfaction, au petit matin, de découvrir ces fiers cavaliers se profilant sur les crêtes en mission de bouclage ! Quel spectacle, aux jours de fête, que la furie de la fantasia ! Quel honneur pour les hôtes de marque d'être escortés par ces cavaliers intrépides, enveloppés dans leurs burnous et leurs turbans, venus du fond des âges ! Rivés à leurs chevaux, armés de vieux fusils, toujours prêts au combat, ils étaient les précieux auxiliaires de la compagnie, à laquelle ils étaient totalement intégrés.

Semblables à eux, mais moins opérationnels, les mokhazni de la S.A.S. Celle-ci, installée dans un petit bordj, était commandée par un lieutenant subordonné à la fois aux autorités préfectorale et militaire. Parfois occasion de souci, ce dernier jouait souvent de cette double subordination.

Et pourtant, tout devait se faire en liaison avec lui, pacification et opérations ; mais, tendance humainement naturelle, il se présentait en défenseur d'une population qu'il nous accusait d'opprimer. Un *modus vivendi* fut trouvé à force de patience, les objectifs bien compris étant évidemment communs.

Un des soucis du commandement était la sauvegarde de l'armement des mokhazni. Aussi, je reçus l'ordre d'assurer la garde du magasin de la S.A.S. avec un noyau actif composé de six Européens, dont un gradé d'active. C'était une lourde charge pour une compagnie déjà pauvre en Européens et comptant seulement deux gradés d'active : moi-même et un sergent-chef, au demeurant excellent chef de section dont je ne pouvais me passer. Maladresse à l'égard des gradés musulmans dont le loyalisme avait fait ses preuves, c'était mettre en cause le jeu que je jouais honnêtement à leur égard. Ah ! ces décisions d'état-major prises loin des réalités ! Je pris donc des risques et désignai un sergent musulman et cinq appelés européens pour cette mission. La cohésion de la compagnie en fut renforcée, le commandement ignora la chose et aucune arme ne disparut.

Une fois par semaine, le P.C. du ▶

Coll. particulière



Coll. particulière



A gauche : des soldats traient une vache dans un « champ ». On est loin des verts pâturages de Normandie. *A droite :* un détachement de cavaliers. Parfois, une fantasia !

le convoi amenait parfois des filles...


Coll. particulière

Au départ de la maraude... honneurs rendus aux visiteurs. ▶ La maraude amène au poste les « permissionnaires assombris », les blessés rétablis, les nouveaux affectés.

quartier « poussait » vers nous un convoi de ravitaillement. De bonne heure étaient mises en place les sécurités aux points dangereux. Et vers 10 heures, un ferraillement de chenilles annonçait l'arrivée de la colonne, parfois survolée par un T-6. C'était le jour de fête remplaçant le dimanche, inconnu chez nous, assurant le contact avec l'extérieur et donnant l'oxygène à notre petit monde isolé.

Le trésorier du corps, venu dans un scout-car, par crainte des mines, payait tirailleurs et harkis. L'officier d'ordinaire remplissait nos magasins, celui du matériel remplaçait armement et optique défectueux, l'aumônier distribuait la bonne parole, l'assistante sociale réglait les cas intéressants et... en période faste, la « portion centrale » détachait quelques compagnes pour distraire les tirailleurs... et les autres.

Le vaguemestre, attendu, et avec quelle impatience ! distribuait le courrier parti de France dix jours avant, et vidait notre boîte aux lettres pleine depuis longtemps.

Enfin, la maraude nous amenait les blessés guéris, les permissionnaires assombris et les nouveaux affectés dépaysés, tandis qu'elle emmenait ceux qui partaient. Après vingt-sept mois de service, les libérés, joyeux et émus, nous quittaient avec de grandes marques d'amitié, jurant d'envoyer des nouvelles... On n'entendait plus jamais parler d'eux, mais leur souvenir restait vivant à la compagnie.

La maraude repartait vers 15 heures, après quelques libations, et avec nostalgie nous voyions disparaître le dernier half-track au loin sur la route, tandis que rentraient les détachements de sécurité et que Bourhane retrouvait la solitude.

Un déserteur fort sympathique...

Dans ce conflit où la traîtrise était de règle, nul ne pouvait savoir si le musulman auquel il accordait toute sa confiance n'avait pas été chargé, sous la menace éventuellement, de l'espionner, de voler ses armes ou même de le liquider.

Et l'humour noir des popotes affirmait que le commandant de compagnie commençait sa journée en demandant à Dieu de ne pas lui donner son « déserteur quotidien ». Il assumait, en fait, à son niveau, la lourde responsabilité des risques calculés pris par le commandement.

Toujours aux aguets, j'apprenais, un matin, qu'un harki avait disparu avec son fusil. Un soir, une sentinelle ayant été placée devant le P.C. du bataillon installé dans un village, la relève trouvait l'emplacement abandonné. Une nuit, harassé, m'abandonnant enfin au sommeil, j'étais réveillé en sursaut par le sergent européen chef du poste de garde m'annonçant qu'ayant imprudemment laissé la clé du râtelier d'armes sur la table du poste pendant sa ronde il avait découvert, au retour, l'absence de deux armes et de deux tirailleurs ! L'un deux, comble d'infortune, fort sympathique au demeurant, venait d'effectuer un stage de mineur-démineur et ne tarda pas, d'ailleurs, à faire preuve de ses connaissances techniques sur les pistes du sous-quartier. Quant au sergent, il redevint caporal-chef... Que faire, sinon fouiller les alentours du poste comme prescrit et sans espoir, puis rendre compte, accroître encore la vigilance et améliorer la surveillance ?

Je participai à celle-ci, sous forme de rondes de nuit, effectuées aux heures cruciales (entre minuit et 3 heures), discutant avec les sentinelles, vérifiant le service, assistant aux vacations radio, scrutant la nuit et les cœurs, m'en remettant avec fatalisme à la grâce de Dieu. Les armes automatiques étaient d'ailleurs servies, uniquement et en principe, par des appelés européens, avec un dévouement exemplaire. Le retour du jour chassait provisoirement les phantasmes de la nuit, mais la menace latente demeurait pernicieuse.

Délicate s'il en fut, l'action à l'encontre des menaces de désertion relevait aussi bien de la psychologie que du renseignement, imposant des choix parfois douloureux. Elle concrétisait, à cet humble niveau, la nécessité pour un officier jeune encore de savoir prendre ses risques et assumer ses responsabilités. N'est-ce pas, en fin de compte, l'aspect passionnant du commandement?

Telle était la vie d'un commandant de compagnie en Algérie vers 1960. Le succès ou l'échec ne s'apprécient pas dans une situation si complexe, mais que souhaiter de mieux sinon, satisfaction suprême, l'assurance d'avoir honnêtement accompli sa mission et mérité l'estime de ses subordonnés? H

Commandant X...



La jeep : déjà pour les Alliés la « bonne à tout faire ». Vitesse : 105 km/h. Rayon d'action : 480 km. Charge utile : 360 kg.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Dessinateur : *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints : *Jacques Kohlmann* *Marie Elbe*	Adjoint : *Charles Meyer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes : *Chantal de Pinson* *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Claude Rebelo*	Abonnements : *Jean-Loup Pallé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS 14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 561.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS 14e. Tél. 707 17 89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Henrin, B 1050 BRUXELLES - Tél. 47-69-29
CCP BRUXELLES 1882.34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 13 F chez tous les dépositaires ou France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES CCP 478 68.
SUISSE : 16 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous contact [illegible] et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Juin 1959)

FRANCE ET COMMUNAUTÉ

1er : grève du métro parisien.
1er-15 : recrudescence des attentats terroristes.
4 : Michel Debré à l'Assemblée nationale : « Ce qui s'élabore depuis un an c'est l'Algérie et la France de demain unies pour un meilleur et commun destin. »
7 : de Gaulle à Saint-Étienne : « Je ne préjuge pas ce que sera le statut politique de l'Algérie de demain. »
8 : de Gaulle refuse l'installation de rampes de lancement américaines sur le sol français.
9-15 : malaise social : projet de grève des cheminots.
11 : union douanière entre les sept pays de l'ancienne A.-O.F.
22 : séance inaugurale du Conseil économique et social.
23-25 : débat sur l'Algérie au Sénat. Michel Debré : « La politique gouvernementale est dirigée par trois impératifs : pacifier, promouvoir, unir. Le prétendu gouvernement algérien n'est aucunement représentatif. »
27 : l'abbé Fulbert Youlou président du Congo. Troubles politiques à Douala.
30 : création du Conseil de l'Entente en Afrique.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : proclamation de la Constitution tunisienne. L'Irak dénonce les accords d'assistance conclus avec les États-Unis.
7 : fermeture de la frontière syro-jordanienne.
8 : visite de Ferhat Abbas en Yougoslavie.
17 : les autorités égyptiennes interdisent le canal de Suez à un cargo libérien chargé de marchandises israéliennes.
19 : saisie à Paris du livre « la Gangrène » sur la guerre d'Algérie.

AMÉRIQUE

2 : rupture des relations diplomatiques entre Cuba et la République Dominicaine.
10 : les États-Unis rejettent la demande de Fidel Castro au sujet des ventes de sucre cubain.
14 : échec d'une tentative de coup d'État contre le président Somoza au Nicaragua.
23-26 : la reine Elisabeth II en visite au Canada.

ASIE

8 : crédit soviétique de 17,5 millions de dollars à l'Indonésie.
11-15 : visite du premier ministre Nehru au Népal.
24 : le président Soekarno à Hanoi et au Japon.

EUROPE

10 : la Grèce rejette le projet roumain de conférence balkanique.
13 : manifestations contre Van Hemelrijck au Congo belge.
17 : Eamon De Valera, président de la République d'Irlande.
23-26 : visite du général de Gaulle en Italie.
25 : plan soviétique de « désatomisation » des Balkans.
27 : le pape Jean XXIII reçoit le général de Gaulle.
29 : l'empereur d'Éthiopie en visite en U.R.S.S.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



PILOTES DE CHASSE EN ALGÉRIE

Sommaire

● **Les hommes venus du Jet**

Une douleur fulgurante dans le bras gauche de Jaune « leader ». Le sang gicle à travers la manche de sa combinaison de vol, ses yeux se brouillent et, redressant son avion inconsciemment il n'a que le temps d'alerter son équipier : les fells !... Une mission parmi tant d'autres...

● **Mort d'Amirouche**

« J'ai toujours désavoué les tortures [...] mais le souvenir d'Amirouche restera toujours en moi car il incarne le chef malgré sa cruauté. » Le chef de la wilaya 3 avait échappé quatre ans à l'armée française. Puis un jour à la frontière tunisienne...

● **Service de santé**

De plus en plus nombreux sont les blessés de l'A.L.N. en 1959, avec les succès du plan Challe. Comment furent-ils soignés et souvent sauvés dans le maquis où le matériel médical faisait terriblement défaut ?

● **Bourguiba**

Après huit années de séjour dans les prisons françaises, le « combattant suprême » est devenu premier président de la République tunisienne. Quelle solution propose-t-il, en 1959, pour mettre fin à la guerre d'Algérie ?

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1973. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — N° 283 - 29 Janvier 1973.

HISTORIA
magazine



L'ÉCHO D'ALGER

Jeudi 11 Juin 1959
25 francs

Grand moment d'un débat qui s'est achevé cette nuit

Sensationnelle intervention du président Georges Bidault



« *L'avenir est à Dieu* ***mais il sera au diable*** *si le présent n'est pas sauvé* »

Les deux textes d'« unification » budgétaire et monétaire ont été adoptés
(466 voix contre 57 et à main levée)

Accueil chaleureux aux élues musulmanes intervenant pour la première fois

Mme KEBTANI : « *Il y a un an j'étais encore une femme voilée* »

INFORMATIONS PAGE 3

Par l'immense majorité des orateurs entendus hier

APPROBATION ENTHOUSIASTE DE LA CHARTE DE L'INTÉGRATION

SUITE EN PAGE 3

RÉSULTATS DE LA POLITIQUE DE REDRESSEMENT

Le taux des allocations familiales *augmenté* de 10 % à dater du 1er août

SÉCURITÉ SOCIALE : *la franchise de 3.000 fr. supprimée le 1er juillet*

Ces mesures suffiront-elles à dissiper les menaces de grèves ?

Mlle Génestoux a vécu 7 mois captive du F.L.N. et porte des traces de vermine



Le Casablancais *Roger Tobia* est épuisé par un mois de maquis

Le reportage de MARIE ELBE notre envoyée spéciale



Au cours d'une longue délibération du groupe chrétien-démocrate

Le chancelier Adenauer et M. Ludwig Erhard se sont réconciliés



Les maires européens qui seront aujourd'hui les hôtes des pétroliers séduits par la Casbah

183 ACCIDENTS DE LA ROUTE : 17 MORTS, 334 BLESSES



Libéré par les tirailleurs

Le soldat André Gelos : "Un de mes camarades Guillemont, a été tué par son gardien au moment où nous allions être délivrés"



REVENANT SUR LE PROBLÈME ALLEMAND DANS SON ENSEMBLE

M. GROMYKO présente de nouvelles pro positions assorties de menaces

Elles sont aussitôt repoussées

BERLIN, VARSOVIE
MOSCOU, LENINGRAD
Huit jours derrière le "rideau de fer"
VI.-Leningrad - Pâques orthodoxes

Une des premières interventions officielles contre la politique algérienne du général de Gaulle sera due au Président Georges Bidault. Dès cette époque les personnalités qui ont toujours souhaité une « Algérie française » se regroupèrent et menèrent une campagne d'opposition vigoureuse jusqu'à la proclamation de l'indépendance contre laquelle ils luttèrent jusqu'au bout.